

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Donations et Avantages dispensés de droit du rapport

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Mercredi 11 Mars 1931, à 14 heures

par

LUCIEN GUÉRIN

Président : M. CAPITANT, Professeur

Suffragants } MM. MOREL, Professeur
J. de la MORANDIERE, Professeur

ROUEN

Henri Defontaine, Editeur

1931

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Donations et Avantages dispensés de droit du rapport

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Mercredi 11 Mars 1931, à 14 heures

par

LUCIEN GUÉRIN

Président : M. CAPITANT, Professeur

Suffragants } MM. MOREL, Professeur
J. de la MORANDIERE, Professeur

ROUEN

Henri Defontaine, Editeur

1931

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



Les Donations et Avantages dispensés du droit du rapport

INTRODUCTION

Aux termes de l'article 843 du Code Civil, tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses co-héritiers, tout ce qu'il a reçu du défunt, par donations entre vifs directement ou indirectement.

Cette règle se justifie par le principe posé par le Code civil et basé sur les intentions présumées du défunt de l'égalité entre les co-héritiers.

On doit supposer à priori que lorsque le de cujus a fait une libéralité à l'un de ses héritiers présomptifs, il a entendu ne lui faire qu'un avancement d'hoirie, une donation sur ses droits éventuels dans sa succession, voulant qu'à sa mort, dans le partage de sa succession tous ses héritiers soient placés sur un pied de stricte égalité. Par suite l'héritier qui a déjà bénéficié d'une libéralité entre vifs devra s'il entend venir à la succession, remettre, dans la masse de succession à partager, le bien qui lui a été antérieurement donné par le défunt.

Cette règle dont la portée est extrêmement générale, puisqu'en principe elle atteint non seulement les donations proprement dites, faites par le défunt à son héritier, mais tous les avantages dont ce dernier a bénéficié par le fait de son auteur, souffre de nombreuses exceptions.

L'article 843 réserve d'abord au donateur la faculté de dispenser son héritier du rapport. L'héritier dit-il « ne peut

retenir les dons à lui faits par le défunt à moins qu'ils ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part, ou avec dispense de rapport ». Puisque la règle du rapport est basée sur une intention présumée du défunt il est loisible à ce dernier de déclarer qu'en faisant la donation, il a voulu non pas faire au donateur une avance sur sa part future, mais l'avantager. Il stipule alors expressément que la donation faite par lui est faite par préciput et hors part et le cohéritier est dans ce cas dispensé du rapport dans la limite de la quotité disponible.

A côté de cette dispense expresse de rapport, la jurisprudence a admis l'existence d'une dispense tacite. Elle a décidé que quoique le défunt n'ait pas expressément stipulé que la donation faite par lui était faite par préciput et hors part, il pouvait résulter des circonstances et des faits que l'intention certaine du donateur était de dispenser son héritier du rapport et qu'il fallait attacher à cette dispense tacite le même effet que si elle eut été expresse.

De plus la loi et la jurisprudence ont dû reconnaître, à côté des donations et avantages qui, en principe, étaient soumis au rapport, l'existence de certaines donations ou avantages qui de par leur nature même, doivent être dispensés du rapport, soit par suite de leur objet soit à raison de leur cause. Il fallait admettre, en effet, que dans certains cas, l'héritier ne pouvait être soumis au rapport à raison de la donation et de l'avantage dont il avait bénéficié.

Nous n'avons pas l'intention de nous occuper dans cette étude des donations et avantages qui en principe, soumis au rapport en sont dispensés soit par la volonté formelle, soit par la volonté présumée du défunt.

Nous nous bornerons à étudier les donations et avantages que la loi et la jurisprudence ont dû reconnaître comme échappant par leur nature à la règle du rapport.

Notre étude comprendra d'abord les donations de fruits.

La loi avait dispensé de rapport un certain nombre de donations qui se font ordinairement avec les fruits, cadeaux d'usage, présents de noces, frais d'éducation, etc...et les fruits produits par les biens frugifères.

Nous montrerons comment la jurisprudence en interprétant et en élargissant ces règles, en est arrivé à dispenser du rapport non seulement les donations de fruits, mais la plus grande partie des donations prises sur les revenus.

Et nous étudierons successivement :

1° — Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et les présents d'usage, dispensés du rapport par l'article 852 du Code civil.

2° — Les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport dispensées du rapport par l'article 856 du même Code.

3° — Généralement toutes les donations de fruits ou prises sur les revenus et spécialement les donations d'usufruit et le bénéfice résultant pour l'un des héritiers d'un contrat d'assurance-vie souscrit à son profit par le défunt.

Nous terminerons cette partie en nous attachant au sort fait aux avantages et bénéfices résultant au profit de l'héritier des contrats et sociétés passés avec le défunt.

Notre seconde partie comprendra diverses donations portant sur des capitaux. Dans ces cas spéciaux, il a fallu écarter la règle du rapport, bien que toute donation ayant pour objet des capitaux soit en principe rapportable s'il n'y a pas dispense expresse ou tacite. Aussi nous étudierons :

1° Le partage d'ascendant et quel compte il doit être tenu des biens compris dans un partage d'ascendant quand après le décès du donateur, il reste des biens à partager comme non compris dans le partage.

2° L'article 918 du Code Civil qui présume que toute aliénation à charge viagère ou avec réserve d'usufruit faite

au profit d'un successible est une donation déguisée qui au décès s'imputera sur la quotité disponible.

Pour compléter cette étude, nous verrons dans une troisième partie comment en essayant de modifier les règles légales du rapport, les praticiens ont tenté d'harmoniser avec les nécessités économiques nouvelles, les exigences un peu rigoristes du Code Civil et de trouver une solution aux nombreuses difficultés naissant de la combinaison des articles 859, 868 et 922 du Code Civil.

CHAPITRE PREMIER

LES FRAIS DE NOURRITURE, D'EDUCATION, D'APPRENTISSAGE, D'EQUIPEMENT, DE NOCES ET LES PRESENTS D'USAGE

Aux termes de l'article 852 du Code civil, les « frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et présents d'usage ne doivent pas être rapportés ».

Ce texte est le résumé d'un passage de Pothier (1), mais généralisant une décision dont la portée était toute relative, il en a profondément altéré l'esprit.

Tandis que Pothier songeait seulement aux successions en ligne directe pour dispenser du rapport certaines dépenses faites par des parents dans l'intérêt de leurs enfants, la portée de l'article 852 est générale et l'exception qu'elle établit à la règle de l'article 843 peut être invoquée par les successibles en ligne collatérale aussi bien que par les successibles en ligne directe.

La dispense de rapport édictée par l'article 852 s'explique très bien, par de nombreuses raisons :

En ce qui concerne les enfants, nous trouvons à la base l'idée que les époux contractent ensemble par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, d'entretenir et d'élever leurs enfants.

De plus, ne doit-on pas supposer que le défunt n'a pas

(1) Successions IV, art. 2 § 3.

entendu soumettre au rapport des frais qui ne diminuent pas en réalité le fond de sa fortune, puisqu'ils s'acquittent d'ordinaire sur les revenus et qui d'ailleurs n'augmentent pas le patrimoine du successible.

L'article 852 vise en réalité, soit des dépenses qui peuvent parfois être considérées comme l'accomplissement d'un devoir, soit des libéralités modiques et de peu d'importance que la bienveillance et quelquefois la simple politesse rendent nécessaires.

Et l'on comprend que le législateur ait dispensé du rapport ces dépenses faites par le défunt en faveur de son héritier, plus par devoir ou par affection que pour l'avantager, et qui n'appauvrissent pas celui qui donne et n'enrichissent pas celui qui reçoit.

La remarque est importante à faire, car nous verrons que la jurisprudence est partie de cette idée pour interpréter l'article 852. Nous retrouverons d'ailleurs cette question.

Deux observations d'ordre général doivent être faites :

1° Tous les héritiers indistinctement aussi bien ceux en ligne directe que ceux en ligne collatérale bénéficient de la dispense édictée par l'article 852, aussi bien les enfants venant à la succession d'un de leurs parents, que les neveux venant à la succession de leur oncle, même s'il y a concours entre héritiers en ligne directe et héritiers en ligne collatérale, tel le cas où des frères et sœurs sont appelés à la succession d'un des leurs en concours avec leurs parents.

2° L'article 852 n'est applicable qu'aux libéralités faites par le défunt, de son vivant. Conformément à la règle déjà posée en droit romain (1), les prélèvements faits par l'héritier pour subvenir après la mort du de cujus, aux divers besoins indiqués par l'article 852, seraient soumis

(1) Lex 30 § 2 du Code.

au rapport et tous les auteurs sont unanimes pour décider qu'il y a lieu de faire rapporter ce qui a été reçu par l'héritier à titre d'aliment postérieurement au décès.

Nous allons maintenant étudier l'interprétation jurisprudentielle de l'article 852.

I

FRAIS DE NOURRITURE ET D'ENTRETIEN

Il faut d'abord distinguer le cas où ces frais ont été acquittés par le de cujus comme débiteur de l'obligation alimentaire et le cas où ils ont été payés par le de cujus, de sa propre volonté, en dehors de toute obligation légale.

Dans le premier de ces cas, un jugement est intervenu et a condamné le de cujus à servir à son héritier une pension alimentaire. En le faisant, le de cujus acquitte une dette qui lui est personnelle et il ne saurait être question pour l'héritier de rembourser cette dette.

Les auteurs ont cependant discuté sur le point suivant : ils supposent que des enfants ont été condamnés à servir à leur père une pension alimentaire, mais que le tribunal, eu égard à la différence existant entre la situation respective des enfants, a fixé inégalement leur part contributive à cette pension ou que le père a fait remise à l'un d'eux d'une partie de la pension qu'il lui devait servir. Dans ce cas, lors du règlement de la succession du père, les enfants ayant le plus versé pourraient-ils réclamer la différence à leurs co-héritiers ?

Il faut répondre par la négative.

L'obligation alimentaire est une dette personnelle au débiteur de la pension dont le chiffre est fixé eu égard à ses revenus et ressources. En l'acquittant, il ne fait que

payer ce qu'il doit et jamais, même si le créancier revenait à meilleure fortune, le débiteur ne pourrait réclamer remboursement de ce qu'il a versé.

L'obligation alimentaire, d'autre part, est, il est vrai, divisible entre les enfants, mais il appartient au juge de fixer diversement leur part contributive, si certains ont plus de ressources que les autres ou moins de charges de famille. La dette de chaque enfant n'est pas, a priori, le tiers ou le quart, suivant qu'ils sont trois ou quatre enfants, de la pension réclamée par le père, mais la part qui, normalement, doit lui incomber, eu égard à ses facultés comparées à celles de ses frères et sœurs. Si l'un de ceux-ci vient à accroître ses revenus, les autres pourront demander une nouvelle et plus juste répartition de la pension due au père, mais ils n'auront aucune action pour réclamer le remboursement de ce qu'ils auraient déjà versé.

Pourquoi alors vouloir leur donner, après la mort du créancier, une action qui leur est refusée de son vivant ?

La même réponse négative doit être faite, à notre sens, quand le père, créancier de la pension, a fait remise d'une partie de sa dette à l'un seul de ses enfants. Il est loisible dans ce cas, au créancier, de modifier la dette de l'un de ses enfants, sans que les autres puissent rien réclamer à celui ainsi avantagé. Tout au plus pourraient-ils, dans ce cas, demander au juge une diminution du chiffre de la pension fixée par lui en montrant que leur père se contente d'une somme moindre.

Dans le second cas, c'est-à-dire quand le défunt a payé les frais de nourriture et d'entretien de son propre gré en dehors de toute obligation légale, il n'est en principe jamais dû de rapport par l'héritier qui en a bénéficié, et la jurisprudence interprète de façon extrêmement large l'article 852.

Elle décide, en effet, que par « frais de nourriture et

d'entretien » il faut entendre, non seulement « l'avantage résultant pour l'héritier du fait d'avoir habité et été nourri à la table du de cujus, mais aussi les pensions viagères même inégales que le défunt a payées pour subvenir aux frais de nourriture de ses héritiers » (1).

Cette expression doit comprendre toutes les dépenses faites dans ce but, c'est-à-dire :

1° Les pensions payées aux enfants habitant hors de la maison paternelle (2).

2° Une constitution d'usufruit, même faite par contrat de mariage par le défunt à cette fin (3).

3° L'aumône dotale donnée par le père à sa fille qui entre dans un couvent, car elle représente les frais de nourriture et d'entretien de celle-ci.

Il n'est point indispensable pour qu'ils bénéficient de cette dispense de rapport que de tels frais aient été prélevés sur les revenus du défunt. L'arrêt précité de la Cour de cassation du 27 juillet 1881, confirmant un arrêt de la Cour de Paris du 6 décembre 1880, dit nettement que la dispense de rapport de l'article 852 existe en dehors de toute question d'acquit sur les revenus : « Attendu, dit la Cour de cassation, que l'arrêt attaqué ne s'est pas borné à indiquer que « les pensions annuelles payées par Laffite à ses enfants, « étaient prélevées uniquement sur ses revenus. Qu'il a « constaté en outre que ces pensions, malgré leur inégalité, « avaient été payées et reçues dans les conditions prévues « par l'article 852. »

L'enfant ainsi avantagé ne doit pas le rapport, dit la Cour de Bordeaux, pour les frais de nourriture et d'entre-

(1) Cass. 27 juillet 1881, D. 1882 - 1 - 249.

(2) Bordeaux, 18 juillet 1840, D. 1840 - 2 - 360.

(3) Bordeaux, 17 janvier 1854, D. 1855 - 2 - 213.

tien fournis par sa mère, à lui et à sa famille (1) bien qu'il ait eu personnellement des moyens suffisants pour y pourvoir, alors surtout qu'ils n'ont entraîné qu'une dépense modique, à raison de la fortune de la mère et qu'ils ont été fournis comme conséquence des services rendus par l'enfant (2).

Il n'y aura pas lieu à rapport, même si les enfants ont été inégalement traités (3), aussi :

1° L'héritier qui a résidé hors de la maison de l'auteur commun n'est pas fondé à prélever sur la succession de celui-ci une somme quelconque, en compensation des frais de nourriture et d'entretien dont son co-héritier a pu profiter par son séjour auprès de leur auteur (4).

Et 2°, lorsque des enfants mariés, ayant leur domicile particulier et la faculté de pourvoir par eux-mêmes à leur subsistance, ont fait pendant un plus ou moins grand nombre d'années, un séjour chez leur père, où ils ont été nourris, celui qui est resté le moins longtemps ne peut exiger de celui qui a fait un plus long séjour, le rapport à la succession des aliments qu'il a reçus en plus.

Il a été, il est vrai, décidé au contraire que ne sont pas soustraits au rapport les frais de même nature, faits par un père en faveur d'un enfant majeur marié, pourvu d'une dot, alors surtout que ces dépenses ont continué pendant un grand nombre d'années et ont embrassé toutes les charges du ménage. De tels frais, en effet, constitueraient un avantage immodéré qui, d'ailleurs en l'espèce, dépassait les bornes de la quotité disponible (5).

De même, la cour de Rennes, dans un arrêt du 20 juin

(1) 8 août 1838. P. 1838 - 2 - 670.

(2) Cass. 27 janvier 1904. D. 1904 - 1 - 521. — S. 1907 - 1 - 497, note de M^e Hémar.

(3) Cass. 27 juillet 1881 ci-dessus.

(4) Bordeaux, 17 janvier 1846. S. 1846.

(5) Nancy, 20 juin 1830. S. Chr.

1823 ⁽¹⁾, a soumis au rapport les dépenses faites par ledéfunt dans les cas prévus par l'article 852 du Code civil, parce que ces dépenses étaient considérables et surtout parce que l'enfant avait signé une obligation par laquelle il se reconnaissait débiteur envers sa mère d'une somme déterminée pour le montant de ses frais.

Mais ce ne sont là que des décisions d'espèce qui ne font pas jurisprudence et il faut conclure qu'il n'est en principe jamais dû de rapport pour de telles dépenses, quelle que soit la fortune personnelle de ceux qui en bénéficient, qu'elles aient eu lieu en nature dans la demeure du de cujus ou soient acquittées en argent, sous forme de pension notamment, qu'elles soient prises sur les revenus ou même sur les capitaux.

II

FRAIS D'EDUCATION ET D'APPRENTISSAGE

Il faut rapprocher les articles 851 et 852.

Le premier oblige l'héritier à rapporter ce qui a été payé par le de cujus pour son établissement, le second le dispense du rapport pour les frais faits pour son éducation et son apprentissage.

De même, l'article 203 oblige les époux à « élever » leurs enfants, mais l'article 204 refuse à ces derniers toute action contre leurs père et mère, pour un établissement par mariage ou autrement.

Il faut donc distinguer les frais d'établissement d'une part, d'autre part les frais d'éducation et d'apprentissage.

(1) S. Chr.

Mais un critérium net est bien difficile à établir et une telle distinction est souvent arbitraire.

Nous croyons cependant que l'on peut poser en principe que par « frais d'établissement » il faut comprendre toutes les dépenses faites dans le but immédiat de procurer à l'héritier un métier ou une profession qui lui permettra de gagner de l'argent, tel l'achat d'un fonds de commerce, d'une charge, tel encore pour un médecin, un ingénieur ou un avocat, l'achat du mobilier, des livres et du matériel nécessaires à l'exercice de son art ou de sa profession.

Les frais d'éducation, au contraire, comprennent simplement des dépenses faites pour rendre l'héritier apte à faire valoir l'établissement ou exercer l'état auquel il se destine.

Ainsi seront dispensés du rapport toutes les dépenses qui ont pour but les études des enfants : frais en vue de l'obtention d'un diplôme de licencié, et même de docteur, sans qu'il y ait lieu de distinguer, ainsi que le faisaient autrefois certains auteurs, entre le doctorat en droit et le doctorat en médecine.

Sont compris parmi les frais d'éducation, l'achat des livres nécessaires aux études, à moins toutefois qu'ils n'aient eu pour résultat, vu leur importance, de procurer à l'enfant une bibliothèque complète dont il aurait très bien pu se passer pendant le cours de ses études, mais qui lui sera utile plus tard pour son établissement.

De même, la jurisprudence dispense du rapport les frais d'un surnumérariat destinés à préparer un jeune homme à une fonction rétribuée (1).

Nous venons de voir que la jurisprudence avait interprété très largement l'article 852 en ce qui concernait les

(1) Trib. de Tournai, 15 mars 1887. D. 91 - 2 - 209.

frais de nourriture et d'entretien, dispensant l'héritier du rapport même s'il avait touché plus que ses co-héritiers, même si ces dépenses avaient dépassé les revenus du défunt et été prélevées par lui sur son capital, il n'en a pas été de même pour les frais d'éducation et d'apprentissage.

Les auteurs avaient longuement discuté la question de savoir s'il y avait lieu d'appliquer l'article 852 quand les frais d'éducation faits étaient en disproportion avec la fortune du père.

MM. Baudry et Lacantinerie et Wahl refusaient toutes distinctions. En tous cas, disaient-ils, il fallait les dispenser de rapport, l'article 852 ayant une portée générale (1).

D'autres (2), proposaient de distinguer suivant que ces frais avaient ou non dépassé les revenus du défunt. Il y aurait lieu à rapport si le capital s'était trouvé entamé.

Les derniers soutenaient qu'il fallait obliger au rapport l'héritier qui avait bénéficié de frais disproportionnés avec la fortune du défunt et les dépenses faites dans ce but pour les autres co-héritiers (3).

Cette solution, qui s'inspire de l'intention présumée du défunt et de l'esprit qui a dicté l'article 852, a été adoptée par la jurisprudence. Elle est d'ailleurs parfaitement équitable.

Il a d'abord été décidé que le défunt pouvait, en ce cas, valablement ordonner que son héritier serait tenu du rapport (4).

Puis elle a admis qu'il y avait lieu à rapport quand il y avait disproportion entre les frais faits pour les études

(1) Tome III, n 3 - 640.

(2) Le Sellyer, Tome III, n. 1. 487.

(3) Aubry et Rau, § 631, note 41.

(4) Cass. belge, 7 avril 1808, au S. Ch.

d'un enfant et ceux faits pour les autres, alors surtout que les premiers avaient excédé les revenus paternels (1).

Enfin, la Cour d'Orléans (2) a posé le principe que le rapport était dû, dès que le défunt avait dépensé plus qu'il n'eut dû consacrer normalement à cet objet, étant donné sa fortune et sa situation de famille.

III

FRAIS D'EQUIPEMENT

Le Code a emprunté cette disposition aux anciennes coutumes. Elle remonte aux usages de la chevalerie.

Elle a reçu une fréquente application pour les 1.500 francs du volontariat que payaient les engagés conditionnels d'un an, en vertu de la loi du 27 juillet 1872, abrogée en 1889. D'après l'article 55 de cette loi, le volontaire était « habillé, monté, équipé et entretenu à ses frais » et la somme de 1.500 francs versée par lui à son entrée au régiment, était censée représenter les frais occasionnés par son entretien pendant sa présence sous les drapeaux, aussi était-elle dispensée du rapport tant comme frais de nourriture que comme frais d'équipement (3).

Actuellement, par suite des transformations successives de la loi militaire, ce texte ne trouve pour ainsi dire plus d'application. Toutefois, croyons-nous, devrait-on décider que les jeunes gens qui entrent dans l'armée comme officiers

(1) Nancy, 7 juillet 1879 et Cass. 28 juillet 1874. D. 71 - 1 - 107.

(2) 2 août 1890, D. 91 - 2 - 209.

(3) Cf. les décisions citées dans Dalloz, Jurisp. gén. Supplément au mot. SSon, n. 822.

profitent de cette dispense de rapport. Et cependant en ce cas, et il faut le remarquer, il s'agit véritablement de l'établissement de l'enfant. Aussi faudrait-il interpréter restrictivement l'article 852 à ce sujet et décider que les frais d'équipement sont rapportables quand ils ne sont pas, en proportion avec la fortune du défunt et le grade de l'héritier ⁽¹⁾. L'article 852 ne parle d'ailleurs que de frais ordinaires, ce qui indique que les frais extraordinaires sont des libéralités soumises à l'article 843.

IV

FRAIS DE NOCES

En dispensant du rapport les frais de nocés, le Code met fin à beaucoup d'incertitudes qui s'étaient prolongées jusqu'à la fin de notre ancien droit.

Pothier les comprenait parmi les frais de nourriture et comme tels les dispensait du rapport. Ce qui était évidemment une méprise.

Ferrière ⁽²⁾ donnait une raison définitive pour l'exemption du rapport, c'est que ces frais sont faits, non pour l'avantage des mariés qui n'en profitent guère, mais pour l'avantage de toute la famille et l'honneur personnel des parents.

C'est cette raison qui a inspiré le législateur et si exagérés soient-ils, ils sont dispensés du rapport, parce qu'ils ne profitent pas à l'enfant. Ils n'ont d'autre objet que de célébrer l'alliance des deux familles.

(1) Baudry, *Lacantinerie* et *Wahl*: III, n. 2.806.

(2) *Compilations*, art. 304, § 5, n° 7 à 9.

V

PRESENTS D'USAGE

L'ancien droit n'édicteait de dispense de rapport que par les présents faits à l'occasion du mariage, et il apparaît que l'article 852 en parlant des « frais de noces et présents d'usage » s'occupe uniquement des habits de noce, bagues et bijoux donnés aux mariés, ainsi que des cadeaux et gratifications donnés à cette occasion à toutes sortes de gens.

Mais la pratique moderne a interprété beaucoup plus largement ce texte et a dissocié ces deux choses que le texte paraît avoir réunies dans un même membre de phrase.

Par « présents d'usage » il faut comprendre non seulement les cadeaux faits aux mariés à l'occasion du mariage, mais tous les cadeaux faits au successible à n'importe quelle occasion, étrennes, anniversaires, baptêmes, etc...

En règle générale, il n'y a jamais lieu à rapport même, disent les auteurs, si les présents faits à l'occasion du mariage avaient été énumérés au contrat de mariage.

Toutefois, il faut limiter cette dispense au présent que l'amitié, la bienséance ou la simple politesse rendent nécessaire, et un présent exagéré devra être soumis au rapport et éventuellement à la réduction, s'il excédait la quotité disponible.

Cependant la Cour de Cassation ⁽¹⁾ a jugé que le fait pour une mère d'avoir de son vivant disposé des diamants lui appartenant en faveur de ses filles lors de leur mariage, constituait la donation d'un présent d'usage exempté de rapport dans les termes de l'article 852 du Code civil ⁽²⁾.

(1) Cass., 14 déc. 1903. D. 1904 - 1 - 171.

(2) Cass., 19 janv. 1862. D. 1862 - 1 - 142.

Ce seront, dans ce cas, des questions de fait que les juges résoudreont. Ils apprécieront si le cadeau fait rentre dans la catégorie des présents d'usage ou s'il constitue un don manuel ordinaire dont le rapport peut être demandé.

La difficulté s'est présentée principalement pour le trousseau donné à l'enfant à l'occasion de son mariage. Ce don n'est-il pas, par sa nature même, le présent d'usage, qui doit être considéré comme simple présent de noces non rapportable. Certains auteurs l'ont soutenu, mais la jurisprudence a décidé avec raison que la dispense cessait, dès que eu égard aux circonstances, il y avait non plus présent d'usage, mais véritable libéralité, ce qui arriverait :

1° Etant donné l'importance du trousseau donné (1);

2° Etant donné l'intention présumée ou certaine du défunt qui voulait ou obligeait au rapport. C'est ce qui arrive notamment quand le trousseau, même modeste, a été compris dans la constitution de dot ou quand dans son testament le de cujus a astreint son héritier au rapport (2).

(1) Grenoble, 26 août 1846. D. 47 - 2 - 174.

(2) Cass., 29 juin 1921. D. 1922 - 1 - 66.

CHAPITRE SECOND

FRUITS ET INTERETS DES CHOSES
SUJETTES A RAPPORT

L'article 856 du Code civil dispose que les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

Il résulte des termes de cet article :

1° Que l'héritier tenu au rapport de biens frugifères conserve les fruits ou intérêts produits par la chose pendant l'intervalle écoulé entre la donation et le décès du de cujus. Il ne doit restituer que le capital donné en gardant les fruits.

2° A partir du jour du décès du de cujus, l'héritier tenu au rapport d'un bien frugifère devra restituer avec le bien les fruits qu'il a produit : il devra les intérêts au taux légal s'il est tenu au rapport d'une somme d'argent.

La première de ces règles s'explique très bien. C'est une interprétation de la volonté à peu près certaine du défunt. Le but de toute donation en avancement d'hoirie est de procurer à l'héritier la jouissance anticipée du bien qui lui est remis. L'obliger à rapporter les fruits serait le priver de tout avantage que lui aurait procuré la donation. De plus, comment lui faire rapporter des sommes qu'il a certainement dépensées pour vivre ; il devrait les déduire des capitaux lui revenant dans la succession et une telle obligation si elle elle était imposée aboutirait à une grande injustice.

Aussi doctrine et jurisprudence sont-ils d'accord pour décider que la dispense de rapport des fruits et intérêts des choses sujettes à rapport est une disposition impérative de la

loi, à laquelle les parties ne peuvent déroger. On doit déclarer nulle comme constituant un pacte sur succession future la clause par laquelle de cujus imposait à son héritier l'obligation de rapporter la totalité des fruits produits par le bien frugifère donné et perçu par l'héritier (1).

Dans le silence des textes, les auteurs et la Cour de cassation sont d'accord pour assimiler en ce qui concerne le mode d'acquisition des fruits le donataire à l'usufruitier.

Aussi décide-t-on que le donataire acquiert les fruits naturels par la perception et les fruits civils jour par jour.

Par suite, à l'égard de ces derniers, il pourra réclamer tous ceux échus au décès et non perçus.

De même pour déterminer si un bien provenant à l'héritier de la chose donnée est un fruit dispensé du rapport, ou un capital soumis au rapport, le notaire ou le juge se reporteront aux principes admis en matière d'usufruit. C'est ainsi qu'il y aura lieu de soumettre au rapport :

1° Les produits d'une mine non ouverte avant la donation;

2° Le montant des coupes faites par le donataire dans des bois non mis en coupe réglées.

Les règles d'après lesquelles le successible donataire doit les fruits ou intérêts des biens soumis au rapport à compter du jour du décès du de cujus s'explique par le grand principe qui domine toute la matière du rapport : l'égalité entre tous les héritiers au jour du décès.

Le donataire héritier devra par suite, à dater de l'ouverture de la succession, rapporter à la succession de tous les fruits perçus par lui et produits par le bien frugifère donné et qu'il doit rapporter réellement en nature. S'il est tenu à

(1) Trib. de Montpellier, 2 déc. 1869. D. P. 1874 - 5 - 468.

faire un rapport d'espèces ou en moins prenant, il devra les intérêts au taux légal à compter du jour du décès (1).

Mais trois difficultés se présentent alors :

1° Il arrive souvent que l'un des héritiers a reçu en avancement d'hoirie un immeuble frugifère, un autre une somme d'argent équivalente à la valeur de l'immeuble. Quoique les donations aient été égales, il arriverait que les rapports diffèrent. En effet, normalement, un immeuble rapporte deux ou trois pour cent, alors que le taux légal de l'intérêt est de cinq pour cent. Aussi pour éviter les inégalités, la Cour de cassation décide que quand les héritiers ont tous des rapports égaux à faire il y a lieu de compenser les intérêts et les fruits dont ils sont débiteurs l'un ou l'autre (2).

2° La seconde difficulté apparaît quand avant de procéder à la liquidation des rapports et au partage les héritiers restent longtemps dans l'indivision. Doit-on alors déclarer que les intérêts et les fruits dus par eux se prescrivent comme les intérêts des créances pour cinq ans ? Nous ne le pensons pas.

L'indivision, source des intérêts, se renouvelle jusqu'au partage qui seul les rend définitivement exigibles en totalité. Nous croyons par suite qu'il y a lieu d'écarter dans ce cas les règles de l'article 2.277 qui dispose pour des rapports entre créancier et débiteur, mais non entre co-partageant.

3° Pour la même raison, il y aura lieu d'écarter l'article 1.154 et décider que les intérêts dus par l'héritier tenu du rapport ne se capitalisent pas année par année (3).

(1) Cass., 15 fév. 1865. D. 1865 - 1 - 430.

(2) Req. 17 avril 1867. D. 67 - 1 - 452.

(3) Un arrêt de la Cour de Paris (29 juin 1927. D. 1927 - 2 - 161) a décidé que les fruits dont le mari divorcé était débiteur envers son ex-femme pour les avoir perçus pour le compte de l'indivision entre le jugement de divorce et la liquidation ne produisent pas intérêt, à moins, dit l'arrêt, « qu'il n'y ait demande

CHAPITRE TROISIÈME

LES DONATIONS DE FRUITS

Dans les deux chapitres précédents nous avons étudié deux textes, l'un dispensant expressément du rapport des donations qui s'acquittent ordinairement avec les fruits, l'autre écartant la règle du rapport pour les fruits et intérêts produits par les biens ou les capitaux objets de la donation sujets au rapport.

Les auteurs et la jurisprudence se sont demandés si ces deux articles n'étaient pas l'application d'un principe général non écrit dans le code, mais qui paraissait les avoir dictés, à savoir que toute donation de fruits était exempte de rapports, ou si au contraire, ils devaient être interprétés comme des textes d'exception, le rapport restant la règle ou n'étant écarté que dans les cas expressément prévus par la loi (1).

Quelques auteurs, en petit nombre, partisans d'une interprétation très stricte de l'article 852 du Code civil ont soumis au rapport les donations de fruits et revenus (2).

en justice ». M. Capitant (note sous l'arrêt au *Dalloz*) critique : « Cette dernière « observation ne nous paraît pas exacte au moins pour le temps que dure l'indivision. Un des co-indivisaires ne peut pas en effet, en intentant une demande en justice contre l'autre, faire courir les intérêts des revenus tombés dans l'indivision. Il n'est pas créancier de son co-indivisaire. Il n'aura droit aux intérêts que si « une fois le partage consommé il reste créancier d'une somme de son co-partageant. Il suffira du reste qu'il lui adresse une sommation de payer, car c'est « l'article 1.153 qui s'applique et non 1.151 et 1.155 ». Le même raisonnement s'applique à notre cas.

(1) Cf. M. Chevrier. Des donations de fruits et revenus. Thèse. Paris 1929.

(2) Duranton, T. 7, de 373 et 378 et T. 8, de 351 à 365. Delvincourt, T. 2, page 129. Boistel, note sans Cassation, 13 janv. 1899. D. 1901 - 1 - 290.

Pour ces auteurs, la dispense de rapport prévue à l'article 852 ne s'explique que par l'idée de pension alimentaire.

Les parents, d'après eux, aux termes de l'article 203 du Code civil, contractent l'obligation de nourrir et d'élever leurs enfants et c'est parce qu'ils exécutent cette obligation que l'article 852 du Code civil dispense de rapport les sommes que les enfants ont pu recevoir de leurs parents à cet effet.

Nous avons montré dans notre précédent chapitre, que cette théorie n'était pas tout à fait exacte. Vraie peut-être quand la dispense de rapport ne s'étendait qu'aux successions en ligne directe, cette théorie ne suffit plus maintenant que la dispense de rapport s'étend aussi bien aux successions en ligne directe qu'aux successions en ligne collatérale (1).

Aussi, est-ce la minorité des auteurs qui exige le rapport des donations de fruits et revenus; en plus grand nombre sont ceux qui cherchent à dispenser du rapport ces libéralités.

Pour y parvenir, cette dispense de rapport a été fondée sur deux idées :

La première consiste à déclarer que les articles 852 et 856 visent des donations qui prélevées ordinairement sur les revenus ne diminuent pas le patrimoine du donateur, ni enrichissent le donataire (2).

(1) Un arrêt de la Cour de Cassation belge du 27 fév. 1902, au Dalloz 1904 - 2 - 445, soumet au rapport des libéralités prises sur les revenus seuls dans les cas prévus par l'article 852 du Code civil dans l'application duquel le juge doit tenir compte de la situation sociale et de la fortune du donateur aussi bien que de celle du donataire. Comme nous l'avons indiqué dans notre précédent chapitre, la solution de la jurisprudence française est beaucoup plus large.

(2) Demolombe. T. 16 n. 206 et 411. — Laurent T. 10, *Des successions*, n. 620. — Aubry et Rau, § 631, n. 34. — Taillet, 4-478. — Malpel, n. 371. — Labbé, note au S. 1896 - 2 - 148. — Dupuich, *L'assurance-vie*, n. 494 et 495. — Baudry, Lacantinerie et Wahl, *Des successions*, n. 2.828.

D'après ces auteurs, pour qu'il y ait donation, il faut que trois éléments soient réunis : l'*animus donandi*, l'appauvrissement du donateur, l'enrichissement du donataire. Or, ces deux derniers éléments feraient défaut quand les revenus périodiques du donateur sont remis périodiquement au donataire. Les revenus étant eux-mêmes destinés à être dépensés, on présume que le donateur, s'il les avait conservés, les aurait dépensés en vivant plus largement. Par suite, le fait de les avoir donnés ne l'a pas appauvri. Le même raisonnement est tenu à l'égard du donataire ; les revenus ne peuvent se retrouver dans son patrimoine au décès du donataire ; il ne s'est donc pas enrichi.

D'autre part, même si les revenus se retrouvaient dans le patrimoine du donataire, il manquerait pour que la donation soit parfaite, l'appauvrissement du donateur.

Cette théorie aboutit à une théorie plus générale qui consiste à soutenir que dans un certain nombre de cas, il existe des actes à titre gratuit qui ne constituent pas de véritables donations au sens du Code civil, mais seulement de simples libéralités (1). Rentreraient dans cette catégorie, les présents d'usage prévus par l'article 852.

A notre sens, la théorie de ces auteurs suffit peut-être à expliquer les motifs qui ont inspiré l'article 852 et l'article 856 du Code civil. Mais elle n'aboutit pas à justifier que toutes les donations de fruits doivent être dispensées de rapport. S'il est véritable que les présents d'usage prévus par l'article 852 du Code civil ne revêtent pas le caractère véritable d'une donation, parce que ils ont été remis par le de cujus à son héritier, sans que jamais l'*animus donandi* l'inspire, le même raisonnement ne peut être soutenu quand on se trouve en présence d'une donation d'usufruit, d'un bail à vil prix, ou d'une constitution de rente viagère.

(1) Balleydier et Capitant, *Livre du Centenaire* du Code civil. P. 52 et 53.

Ces donations, à notre sens, sont de véritables donations. Elles remplissent toutes les conditions exigées par le Code. L'*animus donandi* existe ici au premier chef; il y a appauvrissement du donateur et enrichissement du donataire. Personne ne peut contester que l'abandon d'un droit d'usufruit, par exemple, ou un bail à vil prix, prive l'une des parties d'un avantage qu'elle confère à l'autre partie. La tradition juridique n'est-elle pas dans ce sens; « *In aedibus alienis habitare gratis, donatio videtur* » disent les vieux textes.

Aussi, certains auteurs ont-ils cherché à compléter cette théorie par l'idée que les fruits n'étaient pas rapportables parce qu'ils étaient destinés à être dépensés: leur système, au lieu d'être fondé, comme le précédent, sur une considération générale et abstraite, s'appuie sur une considération de fait et d'intention « l'obligation du rapport, dit M. Demo-
« lombe ⁽¹⁾ ne s'applique pas aux choses dont la nature et
« la destination sont telles qu'elles n'ont été données par
« le défunt et reçues par le successible que pour être dépensées et employées aux besoins de la vie, à la nourriture,
« et à l'entretien du successible et de sa famille ».

Et l'on comprend fort bien que la loi soumette au rapport des capitaux remis par le *de cujus* à son héritier pour les conserver et les rendre plus tard, mais en dispense formellement les fruits remis à l'héritier pour être consommés. Il fallait présumer cette dispense de rapport certainement conforme à la volonté du *de cujus* qui ne pouvait demander à son héritier, sauf accord spécial transformant l'opération en un prêt, de rendre des biens qu'il n'avait pas l'obligation de conserver.

Par suite, comme l'a fort bien démontré M. Chévrier dans sa thèse, il n'y a pas lieu à rapport pour les donations

(1) Tome I n. 497 § 2.

de fruits quand le bien donné se présente comme fruits destinés à être consommés dans les deux patrimoines, celui du donateur et celui du donataire.

Mais cette dispense disparaît dès que le bien a le caractère de capital dans l'un quelconque des deux patrimoines.

Il y a lieu à rapport si le donateur a remis ses revenus au donataire qui les a capitalisés ou considérés comme des capitaux et c'est ainsi que les 10.000 fr. donnés par un père à sa fille pendant six ans sur ses revenus pour lui constituer une dot de 60.000 fr. seront sujets à rapport (1).

Il y a lieu de même à rapport si le donateur a pris sur son capital pour remettre périodiquement à son héritier des sommes que celui-ci a consommées comme fruits, sous réserve toutefois de ce que nous avons dit pour le donataire dans les cas prévus à l'article 852.

La jurisprudence lue dans son ensemble déconcerte un peu.

Dans une première période qui embrasse les deux tiers du dix-neuvième siècle, elle a admis que les donations n'étaient ni rapportables ni réductibles (2).

Puis, en 1866, la Cour de Cassation (3) amenée à juger si une renonciation à un usufruit faite par le de cujus au profit d'un de ses héritiers constituait un avantage rapportable, se prononça dans le sens de l'affirmative. Cette jurisprudence inaugurée par la Cour de Cassation fut confirmée par de nombreux arrêts, et jusqu'en 1913, la Cour Suprême est restée fidèle à cette conception.

Pendant toute cette période on peut poser en principe que, sauf dans les cas seulement prévus par les articles 852

(1) Demolombe, n. 438.

(2) Cf. Les arrêts cités par M. Bertheaut. Du rapport et de la réduction des donations de fruits et revenus. Thèse Dijon 1924 p. 66 et M. Chevrier, opus. cité, p. 28 sqq.

(3) Cass. 15 mai 1866. S. 66 - 1 - 250.

et 856, les donations de fruits ont été toujours considérées comme rapportables.

L'on comprend cette jurisprudence quand on note que la presque totalité des arrêts rendus pendant cette période ont trait à des constitutions d'usufruit. L'usufruit, on le sait, est l'objet d'un commerce juridique; l'usufruit se vend, s'achète, s'hypothèque. Le fait de donner à quelqu'un l'usufruit d'un bien en diminue notablement la valeur en capital. De là est venue l'habitude de ne plus considérer l'usufruit seulement comme une suite de revenus, mais comme un patrimoine producteur. Puisqu'il peut se transformer en capital, on a été amené à le considérer comme une fraction du patrimoine, et la jurisprudence a perdu de vue, comme le montre Monsieur Chevrier « la considération que l'usufruit est appelé à disparaître et représente seulement une jouissance sans altération de la substance génératrice ».

Les auteurs critiquèrent fortement cette jurisprudence. Pourquoi soumettre au rapport l'héritier auquel avait simplement été remis l'usufruit d'un bien alors que celui auquel ce bien avait été remis en pleine propriété était dispensé du rapport des fruits produits.

Aussi les Cours d'Appel furent loin de se ranger à la jurisprudence absolument ferme de la Cour de cassation. Les juges du fait ont prouvé dans leurs arrêts qu'ils avaient non seulement un sentiment très net, mais des raisons précises et impérieuses de considérer que la doctrine de la Cour Suprême était trop rigoureuse et ne leur permettait pas de donner au conflit qui leur était soumis, la solution la plus satisfaisante. Ils réclamèrent un principe plus général, par conséquent plus souple, pour pouvoir s'appliquer avec sûreté aux circonstances indéfiniment variées qui se présentaient devant eux.

La Cour de Cassation cédant aux protestations de la doctrine et aux sollicitations des Cours d'Appel, est revenue

sur sa jurisprudence antérieure. Par un arrêt du 28 juillet 1913 (1), la Chambre civile se fondant sur l'article 856 a déclaré cette disposition applicable aux bénéfices que le successible a retirés pendant la vie du défunt d'un bail à prix réduit que ce dernier lui avait consenti.

Par un second arrêt du 27 novembre 1917 (2), la Chambre civile a donné la même solution pour des abandons de fruits que le défunt avait laissé percevoir à son successible.

Nous ne croyons pas toutefois que le revirement de la Cour de Cassation soit complet; le dernier arrêt de la Cour Suprême se réserve en effet, il ne proclame pas une règle générale, il exprime même une résistance. Ces raisons valent, dit-il, « pour les abandons de fruits à percevoir pendant la vie du donateur, consentis en dehors de tout établissement d'usufruit ».

Il semble donc que l'on peut poser comme principe jurisprudentiel que les donations de fruits sont dispensées du rapport en vertu de l'article 856 du Code civil quand les fruits objets de la donation se présentent comme tels dans le patrimoine du donataire, c'est-à-dire quand ils sont destinés à être consommés soit par l'un soit par l'autre.

Il y a une réserve à faire quand il s'agit d'une constitution d'usufruit. Si l'on ne peut dans ce cas appliquer l'article 852 du Code civil et prouver que les fruits ainsi perçus par le donataire étaient destinés à être consommés par lui pour servir par exemple à son entretien, ou à sa nourriture, il faudra considérer l'usufruit qui lui a été constitué, comme un capital et faire rapporter ce dont il a été avantagé.

Les juges du fait apprécieront le montant du rapport d'après le profit recueilli par le donataire.

A notre avis cette jurisprudence doit être critiquée. Com-

(1) Dalloz 1917 - I - 58.

(2) Sirey 1917 - I - 105. Dalloz 1921 - I - 21.

me le dit M. Colin (1), il résulte de l'article 856 que les héritiers doivent remettre dans la masse successorale non les fruits perçus, mais le bien générateur des fruits. En l'espèce ce bien est disparu par le fait même du décès du donateur ; aucun rapport n'est donc exigible.

La jurisprudence de la Cour de Cassation ne s'expliquerait que pour un usufruit constitué pour la vie des donataires.

La pratique suit presque toujours la théorie de la doctrine et ne fait pas rapporter les revenus perçus par le donataire d'un usufruit. Elle défend cette solution en déclarant que l'héritier se trouve dans l'un des cas de l'article 852.

La jurisprudence d'ailleurs présente en cette matière de donations de fruits des contradictions, et la question est encore plus délicate quand les fruits ont été remis par le de cujus à un tiers chargé de les capitaliser et de les remettre après à l'héritier. C'est ce qui arrive quand le de cujus a contracté une assurance-vie au bénéfice d'un de ses successibles. L'étude de cette question va faire l'objet de notre chapitre suivant.

(1) Note au Dalloz 1902 - 2 - 241 sous Agen 3 mars 1902.

CHAPITRE QUATRIÈME

BENEFICE RESULTANT AU PROFIT D'UN HERITIER D'UN CONTRAT D'ASSURANCE-VIE

Le contrat d'assurance-vie est un contrat aux termes duquel une compagnie d'assurances s'engage à verser au décès du souscripteur, soit à sa succession, soit à une ou plusieurs personnes déterminées, une somme fixée moyennant la charge par le souscripteur de payer à la Compagnie d'assurances soit un capital immédiat, soit chaque année une certaine somme, dite prime.

Deux situations tout à fait différentes et qu'il importe de bien distinguer peuvent résulter des termes même du contrat :

1° Le capital sera versé à la succession du de-cujus, le bénéficiaire de la police étant indéterminé.

2° Le capital sera versé à une ou plusieurs personnes nommées par la police, le bénéficiaire en étant déterminé.

Si le bénéficiaire est indéterminé le capital tombe dans la succession de l'assuré. Aucune difficulté ne se présente alors. L'héritier recueille le montant de l'assurance en sa qualité d'héritier, *jure hereditario*. Etant l'un des éléments de l'actif de succession le capital assuré est dévolu à l'héritier par le partage au même titre que tout autre élément de la masse active pour le remplir de ses droits.

Mais si le bénéficiaire est déterminé (1) la situation se

(1) Nous verrons plus loin dans quels cas le bénéficiaire est déterminé, et dans quels cas il est indéterminé.

complique. Le contrat d'assurance-vie devient une stipulation pour autrui dans les termes de l'article 1121 du Code civil, le souscripteur étant le stipulant, la compagnie d'assurance le promettant et l'héritier le bénéficiaire. Ayant ainsi analysé le contrat d'assurance-vie souscrit au profit d'un bénéficiaire déterminé, la jurisprudence dut reconnaître qu'il en résultait que le capital assuré appartenait au bénéficiaire dès le jour du contrat et ne constituait pas une valeur de la succession de l'assuré et elle en conclut dès le début que l'héritier renonçant recevait quand même le capital de l'assurance dont il était bénéficiaire, et que les créanciers de la succession n'avaient aucun droit dessus.

Or, le plus souvent, l'héritier bénéficiaire de l'assurance reçoit le capital assuré à titre gratuit. Il peut arriver qu'il le recueille à titre onéreux, par exemple pour le remboursement d'un prêt fait par lui au de cujus, ou à titre rémunérateur pour le payer de services rendus et dans ce cas le caractère gratuit manquant, aucune question de rapport ne se présente. Mais cette situation se présente rarement et normalement en pratique l'assurance sur la vie est une libéralité faite par le de cujus qui s'appauvrit des primes sans rien recevoir, au profit de son héritier qui s'enrichit du capital sans avoir rien donné. L'héritier, dans ce cas, est-il tenu du rapport ? De quelle somme ?

La jurisprudence a évolué à ce sujet :

Dans une première période elle décida que l'héritier s'enrichissant du capital assuré, devait rapporter à la succession du de-cujus la somme par lui touchée (1).

(1) Besançon, 15 déc. 1869 - S. 70. 2. 201. D. 70. 2. 95. — Cass. 21 juin 1876. D. 78. 1. 429. — Rouen, 6 février 1878. D. 78. 2. 189. — Paris, 26 nov. 1878. D. 79. 2. 152. — Douai, 14 fév. 1887. P. 88. 922 note de M. Labbé. — Cass. 8 février 1888. D. 88. 1. 109. — Rouen, 29 mai 1897. S. 1900. 2. 1. En ce sens : Labbé, notes dans S. 89. 1. 98 et S. 89. 2. 222. Planiol, note dans D. 93. 1. 401. Huc v. 351.

Cependant comme d'autre part elle venait à reconnaître que le capital de l'assurance n'avait jamais fait partie du patrimoine du de-cujus, que ce dernier ne s'en était pas appauvri, elle devait normalement en conclure qu'aucun rapport n'en devait être dû. Depuis longtemps les Cours d'Appel adoptaient cette solution (1), et revenant sur sa jurisprudence antérieure, la Cour de Cassation, par un arrêt du 29 Juin 1896 (2) céda à leurs instances en jugeant :

« Que cette créance personnelle au tiers bénéficiaire ne
 « repose que sur sa tête et ainsi ne constitue pas une valeur
 « successorale; qu'en effet le capital assuré n'existe pas
 « dans les biens du stipulant durant sa vie puisque ce capi-
 « tal ne se forme et ne commence d'exister que par le fait
 « même de la mort du stipulant et que d'un autre côté le
 « contrat n'en attribue à celui-ci ni le bénéfice personnel ni
 « la disposition et ne lui laisse que la faculté de rendre nuls
 « les effets de la convention par le non-paiement des primes
 « au cas où elles ne seraient pas payées par d'autres, ou
 « de révoquer la stipulation si elle n'a pas été acceptée par
 « le tiers bénéficiaire. Attendu que le capital stipulé n'ayant
 « jamais fait partie du patrimoine du stipulant ne consti-
 « tuant pas une valeur successorale ne saurait par suite
 « entrer en compte pour le calcul de la réserve ».

Il ne fallait pas toutefois en déduire qu'aucun rapport n'était dû. En effet si le capital assuré n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant ne peut donner lieu à aucun rapport à succession, il en est autrement des primes par lui versées à la compagnie d'assurances. De semblables versements effectués dans le but de permettre au bénéficiaire de la police de recevoir la somme promise par l'assurance

(1) Montpellier, 15 déc. 1873. D. 74. 2. 201. — Bourges, 7 mai 1888. S. 89. 2. 16. — Paris, 30 avril 1891. D. 92. 2. 153.

(2) S. et P. 96. 1. 361 et D. 97. 1. 173.

constituent une libéralité sujette à rapport. Et précisant le sens de l'arrêt du 19 Juin 1896 la Cour de Cassation par un arrêt du 4 Août 1908 ⁽¹⁾ indiquait « que le bénéficiaire était tenu d'un rapport relativement aux primes que le défunt avait versées ». La Cour de Paris avait déjà auparavant statué dans le même sens ⁽²⁾.

Seulement les faits démontrèrent bientôt que, en décidant ainsi, on allait contre le sens même de l'assurance, puisque le total des primes pouvant dépasser le montant du capital assuré, la prétendue libéralité se traduisait alors par une perte pour le bénéficiaire. Aussi la Cour de Cassation déclara sans trop se préoccuper de concilier sa décision avec le principe des articles 829 et 843 que le rapport des primes n'était dû que jusqu'à concurrence du montant du capital assuré : la limite du rapport étant la limite de l'enrichissement de l'héritier ⁽³⁾.

Cependant que la jurisprudence concluait ainsi, les auteurs cherchaient à écarter du contrat d'assurance-vie les règles du rapport. Cette solution paraissait économiquement désirable car obliger le bénéficiaire à restituer à titre de rapport ce qu'il a reçu à titre d'assurance, c'était rendre pratiquement inutile « ces contrats de sage prévoyance » dont M. le Premier Président Ballot-Beaupré ⁽⁴⁾ louait naguère l'importance toujours croissante. « Il faut donc à tout prix », disait M. Thaller « obtenir en cette matière la franchise de restitution ⁽⁵⁾ ».

(1) S. et P. 1909, I, 5, note de M. Lyon-Caen. — D. 1909, I, 185, note de M. Dupuich.

(2) Paris, 10 janv. 1900. D. 1900, 2, 489, note de M. Dupuich. S. 1904, 2, 105, note de M. Wahl.

(3) Cass., 4 août 1908 précité. — Cass., 2 août 1909. — S. 1910, I, 541.

(4) Discours du Centenaire du Code civil, 1904, p. 29.

(5) Thaller. Réforme sociale, 1897, p. 891.

Certains (1) essayèrent d'y parvenir en contestant la base même de l'obligation du rapport. « Le rapport, disaient-ils, n'est dû que pour les acquisitions purement gratuites : or tel n'est pas le caractère de l'acquisition réalisée par le bénéficiaire d'une assurance sur la vie, cette assurance ayant pour objet de lui fournir une réparation, une indemnité du préjudice que lui causera la mort de l'assuré ».

Une telle conception n'était pas juridiquement exacte ; si le Code civil distingue deux catégories de contrats, le contrat de bienfaisance qui procure un avantage gratuit, et le contrat à titre onéreux où l'une des parties fournit la contrepartie de ce qu'elle acquiert, il ne connaît pas de catégorie intermédiaire sous le nom de contrat d'indemnité, et un acte ne laisse pas que d'avoir le caractère d'un don si son auteur même dans l'intention de réparer un dommage, donne sans rien recevoir du bénéficiaire en échange (2). Aussi cette théorie dite « du contrat d'indemnité » n'a-t-elle point trouvé d'écho en jurisprudence.

M. Lyon Caen (3) voulut tirer de la loi du 24 mars 1898 qui dispense de rapport les legs, une dispense de rapport pour les assurances-vie. « Le tiers bénéficiaire d'une assurance-vie est évidemment dans une situation semblable à celle du légataire ; il ne profite de son avantage qu'à son décès alors que le donataire en profite du jour de la donation. Il est sans doute généralement admis que le droit du bénéficiaire est réputé avoir existé dès le jour de la signature de la police. Mais cette sorte de rétroactivité n'a nullement pour effet de pro-

(1) Couteau. *Traité d'assurance sur la vie*. I n. 32 et suiv. — Lefort, *Traité théorique et pratique du contrat d'assurances sur la vie*, I, p. 175. — Dubois, *Des bénéfices de l'assurance-vie*, n. 4.

(2) Balleydier et Capitant. *L'assurance sur la vie et la jurisprudence*. Livre du Centenaire du Code Civil. T. I, p. 545.

(3) *Revue Trimestrielle de Droit Civil*. 1909, T. I, p. 5.

« curer un avantage pécuniaire au bénéficiaire dès ce moment. Il ne profite effectivement, comme un légataire, de « la libéralité qui lui a été faite que du jour du décès de « l'assuré ». E. M. Lyon Caen en concluait que sauf manifestation contraire de la volonté du de cujus la loi devait par analogie dispenser du rapport le bénéficiaire de l'assurance.

Comme la précédente, cette théorie était fausse. Il est impossible d'assimiler à un legs la libéralité résultant d'un contrat d'assurance-vie. Alors que le testament est essentiellement révocable et ne produit effet qu'au décès du testateur, le contrat d'assurance-vie devient irrévocable comme une donation dès que le bénéficiaire a accepté le contrat. De plus on ne peut valablement soutenir que, comme les legs, les libéralités dont le bénéficiaire ne doit profiter qu'au décès du donateur doivent être dispensés de rapport parce que l'héritier n'en retire aucun profit immédiat; cette théorie qui ne peut être basée que sur l'interprétation de la volonté du de cujus est contraire aux principes mêmes du rapport. Elle conduirait à dispenser du rapport toutes les donations avec réserve d'usufruit, qu'une jurisprudence constante et la grosse majorité de la doctrine soumet aux règles de l'article 843.

Quand la jurisprudence eut décidé que seules les primes devaient être astreintes au rapport, certains auteurs soutinrent ⁽¹⁾ que les primes devaient être dispensées du rapport quand elles avaient été prises sur les revenus; elles constituaient alors une donation de fruits et à ce titre devaient échapper au rapport. Et les auteurs reprenaient les raisons qui leur paraissaient devoir justifier une dispense de rapport pour toute donation de fruits: « En donnant à la compagnie

(1) Thaller. *Réforme Sociale*, 1907, 803 et s. — Dumanoir. *De l'assurance-vie dans ses rapports avec le patrimoine de l'assuré*, p. 129. — Lefort, note au S. 1911, 2, 291. — Dupuich, note D. 1910, 2, 329. En ce sens : Trib. civ. Seine, 6 mars 1924. *Gaz. Pal.* 1924, 2, 110.

d'assurances une partie de ses revenus, le de cujus ne s'est pas appauvri; il les eut dépensés *lautius vivendo* s'il les avait conservés; l'héritier n'est pas tenu de remettre dans la masse successorale des biens qui normalement n'y figureraient plus.

Nous ne tenons pas cette théorie pour exacte et à notre avis la jurisprudence de la Cour de Cassation ne l'a pas adoptée.

Comme nous l'avons exposé dans notre précédent chapitre, la jurisprudence n'a dispensé du rapport les donations de fruits que lorsqu'elles avaient ce caractère dans les deux patrimoines, celui du donateur et celui du donataire.

Ici, sans aucun doute, s'il peut arriver que le de cujus ne se soit appauvri que de ses revenus qu'il eut autrement dépensés *lautius vivendo*, l'héritier, lui, s'est toujours enrichi d'un capital.

Désireuse elle aussi d'accorder en cette matière la franchise de restitution réclamée par les auteurs, la jurisprudence ne s'est pas fondée sur l'origine des fonds, mais elle a cherché une dispense tacite de rapport dans l'intention présumée du défunt. Elle décida que le rapport n'était dû que « suivant les circonstances » (1).

Apparaissait-il au juge que la police d'assurance-vie avait été pour le de cujus un moyen de capitaliser ses revenus, il astreignait l'héritier au rapport. Il l'en dispensait au contraire si les primes étaient modiques en égard aux facultés du de cujus et s'il lui semblait que vu cette modicité, l'intention présumée du défunt était de dispenser son héritier du rapport.

(1) Cassation, 2 août 1909 précité et 30 mai 1911. S. 1911, I, 560. D. 1912, I, 172. Ce dernier arrêt soumet au rapport des primes prélevées sur les revenus, par ce que de tels fruits étaient capitalisés.

La loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance vient de consacrer et compléter cette jurisprudence.

Nous devons maintenant étudier cette loi.

La loi du 13 juillet 1920 a repris les solutions jurisprudentielles :

1° L'assurance est-elle faite au profit d'un bénéficiaire indéterminé ; le capital assuré tombe dans le patrimoine du de cujus et est l'un des éléments de l'actif.

2° Si elle est souscrite au profit d'un bénéficiaire déterminé « le capital assuré est constitué directement à son profit (1). Il n'est pas sorti du patrimoine du contractant pour entrer dans celui du ou des bénéficiaires. Il ne fait pas partie de la succession de ce contractant. Le droit du bénéficiaire existe dès la souscription de l'assurance, avant toute acceptation, quelles que soient la forme et la date de sa désignation, que celle-ci ait été faite dans la police ou postérieurement, quelles que soient aussi la forme et la date de l'acceptation qu'elle résulte de la police ou d'un acte postérieur qui la relate ou la suppose, acte établi même après la mort de l'assuré ou du contractant, tant qu'une révocation n'est pas intervenue » (2).

Par suite les bénéficiaires désignés recueillant le capital en vertu d'un droit propre ne sauraient être tenus au rapport de ce capital. (Article 68).

En ce qui concerne les primes, la loi du 13 juillet 1930 adopte une formule un peu différente de celle posée par la jurisprudence. D'après l'article 68, deuxième alinéa, « les règles du rapport ne s'appliquent pas aux sommes versées par l'assuré à titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés. »

(1) Article 67 de la loi.

(2) Rapport de M. René Lafarge à la Chambre des Députés. J. O. 1926, p. 1.171.

Comment doit-on interpréter ce texte ? Quand devra-t-on considérer les primes comme exagérées ? La loi ne le dit pas.

Devra-t-on s'en tenir à peu près au criterium précédemment admis par la doctrine : les primes normalement payées au moyen des revenus ne devant pas être sujettes au rapport, mais celles qui auront été prélevées sur le capital y étant soumises ? Ne devra-t-on même pas aller jusqu'à dire qu'un faible prélèvement sur le capital ne devra pas être considéré comme excessif, la loi exigeant pour que les primes soient rapportables qu'elles aient été manifestement exagérées.

Une telle solution créerait de grandes inégalités entre les héritiers. Il arrive fréquemment en pratique que lors de la naissance de son premier enfant, un père de famille souscrive à son profit un contrat d'assurance-vie. Si plus tard d'autres enfants lui surviennent, il n'aura souvent pas la précaution de souscrire de nouveaux contrats ou de modifier la désignation du bénéficiaire de la première assurance.

Si le système ci-dessus était exact, les primes étant presque toujours payées sur les revenus du souscripteur, le bénéficiaire profiterait seul et sans être tenu à aucun rapport du capital assuré. Telle n'est certainement pas la volonté du père de famille.

Un contrat d'assurance-vie se présente actuellement, presque toujours, autant comme un moyen de capitalisation que comme un contrat de sage prévoyance. Pourquoi alors permettre que cette capitalisation soit faite au profit d'un seul des héritiers du défunt, alors que certainement le principe qui doit dominer toutes ces questions est le principe posé par l'article 843 du Code Civil qui veut l'égalité entre tous les co-héritiers.

Admettre la dispense du rapport chaque fois que les primes auront été payées sur les revenus serait donner au

de cujus un moyen facile pour violer les règles légales de la quotité disponible et de la réserve. Une fortune s'établit toujours par des économies faites sur les revenus ou sur les gains du travail. Il suffirait de souscrire un important contrat d'assurance-vie au profit d'une personne que l'on voudrait avantager et charger la compagnie de capitaliser les revenus ou une grosse partie des revenus du souscripteur. Le bénéficiaire d'un tel contrat vie ne serait tenu à aucun rapport et le capital qui lui serait versé n'entrerait pas en compte dans le calcul de la quotité disponible et de la réserve.

Toute autre, nous l'avons dit, était la solution de la Cour de Cassation et tout autrement doit être interprété l'article 68 de la loi du 13 juillet 1930.

La théorie de la doctrine que nous avons reproduite s'expliquait quand par suite du silence ou de l'obscurité du Code sur ce point les auteurs pouvaient discuter pour savoir si une donation de fruits était ou non de nature à détruire l'égalité du partage.

La situation est toute différente maintenant. La loi est intervenue et nous sommes en présence d'un texte qui se suffit à lui-même et doit-être interprété d'après ses propres expressions.

Or, au terme « revenus » que leur suggérait naturellement la vive controverse toujours existante s'ils avaient voulu adopter cette base de criterium, les rédacteurs de l'article 68 ont préféré le vocable, visiblement plus large et moins exclusif de « facultés ». D'ailleurs, en exigeant pour le retour au droit commun, que les primes fussent « manifestement exagérées », ils ont clairement substitué une appréciation quantitative à la simple comparaison matérielle du montant des primes et de celui du revenu.

Aussi, croyons-nous, la considération des revenus ne doit jouer en la matière qu'un rôle secondaire; les juges n'ont à apprécier que le caractère plus ou moins raisonnable

du contrat, et ils demeurent libres, suivant les circonstances, de lui appliquer l'article 68, même si les primes sont payées sur le capital, ou les articles 843 et 920 du Code civil, même si les revenus seuls ont été employés à ce paiement.

Le législateur s'est borné à consacrer ici le principe adopté par la jurisprudence de la Cour de Cassation : en se basant sur la volonté présumée du de cujus il faut décider que les libéralités modiques eu égard aux revenus du de cujus sont censées faites avec dispense de rapport, et qu'il y a lieu au contraire de soumettre au rapport les libéralités exagérées.

Mais en ce dernier cas, dans quelle mesure joueront les articles 843 et 920 ? Que fera-t-on rapporter ? L'intégralité des primes payées, ou seulement la fraction pour laquelle elles excèdent les limites raisonnables ? Cette dernière solution peut paraître assez tentante.

La loi, semble-t-il, veut encourager et protéger le contrat d'assurance-vie. Par suite, on comprendrait fort bien qu'elle en garantisse l'efficacité dans la limite où il paraît rationnel, s'en désintéressant seulement pour le surplus, à l'égard duquel le bénéficiaire se trouverait replacer dans le droit commun.

Mais le texte se prête difficilement à cette interprétation, d'ailleurs contraire au véritable esprit de la loi.

Le deuxième alinéa de l'article 68 écarte relativement aux primes les règles du rapport et de la réduction « à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées ». Logiquement et grammaticalement, ce dernier membre de phrase n'a qu'un sens, conforme, remarquons-le, à l'esprit qui nous semble avoir guidé les législateurs : l'exagération des primes empêche de présumer qu'il y a dispense de rapport, et fait sortir le contrat du cadre de l'article 68 pour le replacer sous l'empire du droit commun. Or, en droit commun, il n'est jamais question sous aucun prétexte de fractionner un rapport.

Telles étaient les solutions adoptées par la pratique et la jurisprudence de la Cour de Cassation antérieurement à la loi de 1930. Nous croyons que l'on doit s'y tenir.

Il nous semble d'ailleurs que la formule de la Cour de Cassation « suivant les circonstances » était beaucoup plus souple que le nouveau texte de loi. Elle permettait de liquider la succession du souscripteur et de déterminer les droits des héritiers en tenant compte surtout des circonstances. Il nous apparaît certain que sous l'empire de la loi du 13 juillet 1930, les bénéficiaires des contrats d'assurance-vie se croiront autorisés à réclamer dans presque tous les cas, une dispense de rapport. Aussi, regrettons-nous la formule jurisprudentielle.

Reste à savoir dans quel cas l'assurance est faite au profit d'un bénéficiaire déterminé et dans quel cas elle est faite au profit d'un bénéficiaire indéterminé.

Il ne saurait y avoir de difficultés lorsque le nom du bénéficiaire est expressément indiqué, la détermination étant dans ce cas évidente.

Mais des controverses se sont produites lorsque le souscripteur avait, sans autres précisions, contracté l'assurance au profit de « ses enfants nés et à naître » ou au profit de « ses héritiers ». La jurisprudence décidait que dans les hypothèses de ce genre, les bénéficiaires devaient être considérées comme indéterminés.

Toutefois, une évolution paraissait se dessiner dans la jurisprudence de la cour de cassation, et suivant un arrêt de la Chambre civile, du 28 décembre 1927 : « lorsque la « loi permet de stipuler utilement en faveur d'un tiers, il « faut qu'il s'agisse d'un tiers dont il soit possible de déterminer l'individualité au jour où la condition doit recevoir « effet sans qu'il soit nécessaire de la désigner nominativement. »

La loi du 13 juillet 1930 a consacré dès à présent sur ce

point des solutions auxquelles la jurisprudence aurait probablement abouti. Aux termes de l'article 63, alinéa 2 « est « considérée comme faite au profit de bénéficiaires déterminés, la stipulation par laquelle le contractant attribue « le bénéfice de l'assurance, soit à ses enfants et descendants nés et à naître, soit à ses héritiers, sans qu'il soit « nécessaire d'inscrire leur nom dans la police ou dans tout « acte ultérieur contenant attribution du capital assuré. »

Ainsi, pour que l'assurance soit faite au profit d'un bénéficiaire déterminé, il n'est pas nécessaire que le bénéficiaire soit nominativement déterminé, il suffit qu'il soit déterminable au moment où s'ouvre son droit. L'assurance souscrite au profit des enfants nés et à naître, ou au profit des héritiers, doit être considérée comme faite au profit du bénéficiaire déterminé.

L'assurance contractée par un mari au profit de sa femme, même sans indication du nom de celle-ci, était considérée par la jurisprudence comme souscrite au profit d'un bénéficiaire déterminé.

Mais des controverses demeuraient possibles lorsqu'un mari ayant contracté une assurance au profit de sa femme sans la désigner nominativement, était devenu veuf et s'était remarié : ces difficultés n'existent plus sous l'empire de la loi du 13 juillet 1930 : « l'assurance faite au profit de la femme de l'assuré profite à la personne qu'il épouse même après la date du contrat, en cas de second mariage, le profit de la stipulation appartient à la veuve. »

Le bénéficiaire de l'assurance peut être désigné dans la police elle-même, c'est le cas le plus fréquent en pratique, mais si cette désignation n'est pas faite dans la police, le souscripteur peut la faire au cours du contrat ; il a à cet effet plusieurs procédés à sa disposition.

1° Il peut désigner le bénéficiaire par un avenant. C'est

le procédé le plus simple et qui sera le plus généralement employé.

2° Il peut céder à un tiers le bénéfice de l'assurance suivant les formes civiles de l'article 1.690.

3° Si la police est à ordre, il peut la transférer à un tiers, au moyen d'un endossement qui doit, obligatoirement, indiquer le nom du bénéficiaire.

4° Enfin, la désignation du bénéficiaire peut être faite par testament. Ce dernier procédé est une innovation de la loi du 13 juillet 1930.

Comme nous le voyons, l'assurance sur la vie se présentera pratiquement toujours souscrite au profit d'un bénéficiaire déterminé. Il faudrait en effet supposer que le de cujus a souscrit son assurance à son profit seul, sans désigner que le capital devra être versé en cas de décès à ses héritiers, pour que l'assurance soit faite au profit d'un bénéficiaire indéterminé d'après les termes de la nouvelle loi.

CHAPITRE CINQUIÈME

AVANTAGES ET PROFITS RESULTANT D'UN CONTRAT INTERVENU ENTRE LE DEFUNT ET SON HERITIER

Aux termes de l'article 853 du Code civil, ne sont pas susceptibles de rapport « les profits que l'héritier a pu retirer des conventions passées avec le défunt, si ces conventions ne présentaient aucun avantage indirect lorsqu'elles ont été faites ».

Et aux termes de l'article 854, « il n'est pareillement pas dû de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers, lorsque les conditions en ont été réglées par un acte authentique ».

Le premier de ces articles ne soulève que peu de difficultés pratiques d'application et les règles qui en découlent sont très simples :

1° Sont soumis au rapport tous les avantages résultant pour le successible directement des contrats passés avec le défunt.

2° Et sont seuls exempts les profits postérieurs tirés du contrat, par le successible, par suite de circonstances postérieures à la conclusion de la convention.

Par exemple, supposons que l'héritier ait acheté du défunt pour 10.000 francs un bien qui réellement avait cette valeur au moment du contrat. Si plus tard, par suite de circonstances quelconques, le bien vendu a acquis une plus

value énorme et vaut, par exemple, 100.000 francs, peu importe, l'héritier gardera son bénéfice sans être tenu à aucun rapport.

Mais si le contrat à titre onéreux intervenu entre le défunt et son héritier, renferme une donation déguisée et que les autres héritiers puissent en faire la preuve, le rapport sera dû en principe.

C'est ainsi que la jurisprudence soumet au rapport la différence existant entre la valeur réelle d'un bien cédé par le défunt au successible, et le prix payé par ce dernier, à moins toutefois que cette différence soit si minime que toute idée de libéralité en soit par le même exclue.

De même seront rapportables les avantages résultant, soit d'une remise de dette faite par le défunt, à l'un de ses successibles, soit de la démission gratuite donnée par le premier en faveur du second d'un office susceptible de cession, soit enfin de la renonciation à un legs, à une hérédité, à une communauté, ou à un droit pécuniaire quelconque, à moins que cette renonciation, quoique ayant profité au successible, n'ait été faite par le défunt sans aucune intention de le gratifier.

Signalons que la jurisprudence dispense de rapport, comme constituant une donation de fruits, l'avantage résultant au profit du successible, d'un bail à vil prix que lui a consenti le défunt ou d'un prêt fait sans intérêt, le capital dans ce dernier cas étant seul rapportable. Nous retrouverons plus loin cette question.

Nous étudierons simplement ici :

1° L'effet quand à l'obligation du rapport d'une remise de dette résultant d'un concordat après faillite ou liquidation judiciaire.

2° Les avantages résultant d'un contrat de société intervenu entre le défunt et son héritier présomptif.

REMISE DE DETTE RESULTANT DU CONCORDAT

Une fois son concordat obtenu, le failli ou le liquidé judiciaire n'est plus civilement tenu que de la partie de la dette qu'il a promis d'acquitter et s'il exécute son concordat, il aura sans paiement, quittance définitive du restant.

Qu'arrivera-t-il si un fils commerçant doit de l'argent à son père et tombe en faillite ou se met en liquidation judiciaire ?

Il apparaît que s'il exécute ponctuellement les obligations de son concordat, il ne devra rembourser à son père que le dividende promis et que ce dernier n'aura aucune action civile pour exiger le paiement du solde.

Mais le fils failli sera-t-il définitivement libéré ? Ses co-héritiers ne pourront-ils point, au décès du père, soutenir que du concordat est résulté pour le failli une remise de dette constituant un avantage rapportable dans les termes de l'article 853 du Code civil ?

Les anciens auteurs furent longtemps partagés.

Certains soutenaient qu'étant donné la généralité des termes de l'article 843 et le souci du législateur d'assurer l'égalité la plus complète entre tous les héritiers, tout avantage est rapportable et que par suite, en ce cas spécial, il devait être décidé que la différence de la dette non acquittée était soumise au rapport.

D'autres affirmaient au contraire que seules devraient être rapportées les dettes civilement exigibles que par exemple il n'y avait pas lieu à rapport pour les obligations naturelles que le défunt avait acquittées pour le compte de son successible, de même rapport n'était pas dû d'une dette prescrite, que par suite aucune action civile ne sanctionnait. De plus, il fallait considérer que dans le cas de faillite, le

sacrifice d'une portion de sa dette acceptée par le créancier n'est pas inspiré *animo donandi*, c'est surtout un acte intéressé du créancier qui pour toucher le dividende, sacrifie le restant. Comment, dès lors, considérer la remise comme une donation rapportable ? Ne devait-on pas par suite décider qu'il ne pouvait pas y avoir en ce cas lieu de faire rapporter par l'héritier la partie de sa dette dont il n'était plus civilement tenu par suite du concordat ?

Ces deux opinions étaient trop exclusives et la jurisprudence, après de nombreuses hésitations, a adopté une solution intermédiaire basée sur les faits et les circonstances de la cause, soutenue par la doctrine plus récente (1).

Il est vrai que d'une part, la dette n'est pas complètement éteinte; paralysée au point de vue du droit de poursuite, elle subsiste toujours; le failli concordataire n'est pas absolument libéré, il ne pourra obtenir sa réhabilitation qu'en payant toutes ses dettes. De plus, ne serait-il pas injuste d'établir une différence aussi profonde entre le cas où le successible débiteur est un commerçant failli et celui où il est un non commerçant en état de déconfiture.

D'autre part, peut-on soutenir toujours que le concordat ayant réduit la dette du failli, il ne peut jamais y avoir lieu d'exiger le rapport intégral. Le *de cuius*, en prêtant l'argent à son héritier présomptif, a-t-il vraiment voulu lui faire un prêt commercial au même titre que n'importe quelle banque ou n'importe quel capitaliste commanditaire ? N'a-t-il pas eu plutôt l'intention de lui faire un don en avancement d'hoirie qu'il a considéré comme devant s'imputer normalement sur sa succession au cas où le remboursement n'aurait pas été opéré à son décès. Dispenser l'héritier du

(1) Aubry et Rau, 5 éd. § 631, note 23. — Colin et Capitant, T. 3, p. 544 et suivantes. — Planiol et Rippert, *Traité pratique de droit civil, Successions*, avec le concours de Maury et Walleton, t. 4, n. 629.

rapport sous prétexte que le concordat a éteint sa dette, n'est-ce pas aller contre la volonté certaine du défunt ?

Si la dette est éteinte par le concordat, la donation qui est à la base subsiste et s'il n'y a pas lieu à rapport de dette, n'y a-t-il pas lieu à rapport de donation ?

Ce sont ces considérations qui ont inspiré la jurisprudence (1).

1° S'il s'agit d'un prêt fait par le défunt, dans des conditions normales, un prêt avec intérêts par exemple, le défunt et son héritier sont dans la situation normale du créancier et du débiteur. Il y a eu de la part du de cujus placement ordinaire de capitaux. Par suite, il doit en supporter tous les aléas. L'héritier débiteur ordinaire conserve sa situation de débiteur libéré par le concordat d'une partie de sa dette. Il n'y avait pas lieu dans ce cas à un simple rapport de dette fonctionnant comme règle de liquidation destinée à faciliter le paiement de la dette de l'un des héritiers ; mais ce qui a été remis n'est plus dû et ne figure plus comme créance dans l'actif de succession.

2° S'il s'agit au contraire d'une avance faite par le défunt dans un but de complaisance, tel un prêt sans intérêt, le rapport doit en être fait intégralement, sans tenir compte du concordat.

La jurisprudence présume que le défunt a pensé que le prêt, s'il n'était pas remboursé à son décès, aurait le caractère d'un avancement d'hoirie, imputable sur sa succession. Le rapport doit s'effectuer intégralement pour que l'égalité entre tous les héritiers ne soit pas rompue et que l'un d'eux ne reçoive pas contrairement à la volonté du défunt, un avantage plus grand que celui fait aux autres,

(1) Cass. req., 4 nov. 1889. D. 1890, 1, 435. S. 1890, 1, 206. — Bordeaux, 20 déc. 1901. D. 1902, 2, 460. S. 1904, 2, 25 et note de M. Tissier. — Cass req., 10 juin 1913. S. 1914, 1, 966.

le concordat n'efface pas l'avantage reçu, l'avancement d'hoirie reste éventuellement imputable sur la part héréditaire.

Ces solutions sont parfaitement équitables et juridiquement, il ne peut être question de les attaquer. D'ailleurs, très fréquemment en pratique, le défunt dans ce cas a pris soin de faire un testament et stipuler que son héritier devra rembourser à sa succession ou imputer sur ses droits héréditaires, la totalité du prêt qui lui avait été fait.

II

AVANTAGES RESULTANT AU PROFIT DE L'HERITIER D'UN CONTRAT D'ASSOCIATION FORME AVEC LE DEFUNT

L'application de l'article 854 du Code civil qui dispense du rapport les bénéfices et avantages que l'héritier a pu retirer d'un contrat de société, fait sans fraude avec le défunt, si il a été fait en la forme authentique, soulève de nombreuses difficultés.

Pour étudier cet article, il faut rechercher :

1° Ce qu'il faut entendre « par association faite sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers ».

2° Pourquoi le contrat de société doit-il être fait en la forme authentique pour que les avantages en résultant au profit de l'héritier soient dispensés du rapport.

3° Enfin quel sera le sort des associations faites par acte sous signatures privées.

I. — Les auteurs se sont longuement demandé ce qu'il fallait entendre par « association faite sans fraude ».

Toullier (1) dit que le législateur a voulu dire qu'il ne dispensait de rapport que les associations faites sans fraude aux dispositions légales qui réglementent la capacité de disposer et de recevoir à titre gratuit et qui fixent la quotité disponible.

Duranton (2) pense que les mots « sans fraude » signifient sans fraude à la loi qui veut l'égalité entre les héritiers.

Les auteurs, maintenant, rejettent ces deux explications. Il ne peut y avoir fraude à la loi. La loi n'interdit aucunement d'avantager l'un de ses héritiers au profit des autres, même par un moyen détourné. Le père de famille ne fraude aucunement la loi si en passant un contrat de société avec l'un de ses enfants, il l'avantage au détriment de ses autres enfants (3).

Fraude ne doit pas être pris ici dans le sens ordinaire de fraude à la loi. Il faut l'entendre dans le sens de atteinte aux droits des autres héritiers.

C'est-à-dire que l'héritier ne doit pas rapport des bénéfices réalisés par suite de l'exploitation normale du fonds social, mais que s'il y a eu avantages indirects, le rapport en sera dû (4).

Précisons par un exemple : un contrat de société est intervenu entre un père et son fils. Les apports de chacun des associés ont été estimés à leur juste valeur et régulièrement rémunérés. Les bénéfices, s'il y a lieu, ont été partagés entre les associés dans une juste proportion en rapport avec leurs apports d'une part, leurs connaissances commerciales et le travail fourni par chacun d'eux. Aucun rapport ne sera ja-

(1) IV. 474.

(2) VII. 927, 929 et 970.

(3) Aubry et Rau, § 631, note 29. — Demolombe XVI, 367. — Douai, 21 juin 1906, note Wahl au Sirey 1907, 2, 57 et note Planiol au Dalloz 1908, 2, 225.

(4) Planiol, Tome III, n. 2.254. — Colin et Capitant, Tome III, p. 550.

mais dû même si la société réalise de très gros bénéfices qui enrichissent l'enfant associé.

Au contraire si par l'acte même de société l'enfant a été avantagé soit par une surestimation de son apport personnel, ou une sous-estimation de l'apport effectué par le père, soit par une attribution d'une plus grande part des bénéfices qui ne sont pas en rapport avec ses apports, ses qualités ou son travail, plus tard, lors du règlement de la succession du père, l'enfant associé devra rapporter à la succession tous les bénéfices retirés par lui du contrat de société s'il n'a pas été rédigé en la forme authentique.

Telle paraît d'ailleurs être la solution de la jurisprudence. Un arrêt de la Cour de Douai, du 21 juin 1906 (1) dit dans ses motifs « qu'aux termes de l'article 854 du Code civil, « l'association est de bonne foi et ne donne pas lieu à rapport lorsque l'héritier est associé aux mêmes conditions « que le ferait un étranger ».

Il faut donc conclure que la dispense de rapport ne s'applique qu'aux avantages tirés par l'héritier de l'exploitation de la société ou du jeu normal des conditions du pacte social, mais que cette dispense cesse quant aux avantages résultant pour l'héritier, soit de l'évaluation des objets respectivement apportés par les parties, soit des clauses qui sans être illicites, s'écarteraient cependant d'une manière notable des règles édictées d'après lesquelles se déterminent d'ordinaire les droits respectifs des associés.

II. — Il est assez difficile de se rendre compte des motifs à raison desquels l'article 854 exige l'authenticité.

Le législateur a-t-il voulu comme le pense MM. Aubry Rau et Demolombe, assurer par ce moyen la complète liberté du père de famille en entourant de toutes les garan-

(1) D. 1908, 2, 225, note Planiol. — S. 1907, 2, 257, note Wahl.

ties possibles, la formation et la rédaction du contrat de société (1).

A-t-il présumé que l'acte sous seing privé par lequel le de cujus s'était associé avec son héritier contenait une donation déguisée et que inversement l'acte authentique n'en renfermait pas.

A-t-il simplement estimé que la rédaction d'un acte de société authentique protégerait les héritiers contre une double dissimulation possible avec un acte sous seing privé : suppression de l'acte annulé, et signature, la veille de la mort d'un acte anti-daté, dissimulant les bénéfices exagérés accordés par le premier acte à l'héritier, ou plus simplement dissimulation par un acte pas daté, de la date véritable à laquelle commençaient les opérations de la société.

Nous ne croyons pas que tels soient les véritables motifs de l'authenticité requise. Il eut suffi d'exiger que l'acte eut date certaine, comme le prescrit le Code Italien (art. 2.111) (2).

Cette exigence de la loi, en somme bien arbitraire, est empreinte d'une rigueur excessive car le contrat de société est ainsi soumis à un régime exceptionnel. La condition d'authenticité n'est pas requise pour d'autres contrats qui présentent les mêmes facilités pour la réalisation d'avantages indirects. Elle a l'inconvénient de transformer sans examen des faits, en avantages rapportables des conventions souvent importantes qui peuvent avoir été faites avec une bonne foi et une sincérité évidentes.

De plus, rien ne peut remplacer l'authenticité de l'acte,

(1) Loc. cit.

(2) Colin et Capitant, Tome III, p. 550.

ni son enregistrement, ni la publication, ni l'affichage d'un extrait (1).

Quand la condition voulue par la loi a été remplie et qu'un acte authentique a été rédigé, la loi dispense l'héritier du rapport pour tous les bénéfices réalisés par suite de la propriété et de l'exploitation de la société, le rapport ne restant dû que pour les avantages indirects, comme nous l'avons précisé tout à l'heure.

Si l'acte a été rédigé sous signatures privées, l'héritier doit, en principe, faire rapport à la succession non seulement des avantages indirects résultant pour lui de l'acte de société, mais aussi de tous les bénéfices qu'il a pu retirer de la société.

Tel est le principe. Il souffre de nombreuses exceptions.

D'abord, il est loisible au de cujus de dispenser du rapport son héritier.

De plus, la jurisprudence, au lieu d'ajouter sa sévérité à celle de la loi, a appliqué à cette disposition exceptionnelle une méthode d'interprétation qui en a tempéré la rigueur dans la mesure où elle le pouvait sans violer les principes.

Elle a d'abord admis que, quelle que soit la forme de l'acte de société, il pouvait y avoir une dispense tacite de rapport, en l'absence de la dispense expresse de rapport que nous venons de prévoir (2).

Puis un arrêt de la Chambre des Requêtes (3) a décidé que le juge du fait pouvait déclarer que les bénéfices réalisés par l'héritier ne représentaient pas une libéralité, mais,

(1) Paris, 28 déc. 1854. D. 56, 2, 79 et sur pourvoi. Cass., 31 déc. 1855. D. 56, 1, 359. Cass., 29 déc. 1858. D. 59, 1, 219. Paris, 2 août 1860. D. 62, 1, 140.

(2) Paris, 28 déc. 1854 et Cass. 31 déc. 1855 précités.

(3) Dalloz, 1865, 1, 305.

étaient pour lui une juste indemnité de son travail et de ses risques.

Enfin, aujourd'hui, on peut poser en règle que le successeur qui, à défaut d'authenticité de l'acte de société, serait soumis au rapport de sa part de bénéfices, pourrait, selon les circonstances, être fondé à réclamer une indemnité pour sa collaboration aux affaires sociales et la bonification des intérêts des sommes qu'il aurait réellement versées dans la caisse de la société (1).

Cette jurisprudence nous paraît se justifier par l'équité et au moins en partie, par l'observation que l'article 854 se borne à établir l'obligation du rapport sans diminuer le droit qu'a le de cujus d'en dispenser l'héritier, elle a cependant été critiquée par une grosse partie de la doctrine (2).

Ces auteurs reprochent à la jurisprudence d'abord d'admettre une dispense tacite de rapport et surtout de méconnaître l'article 854.

La dispense tacite ne peut être critiquée. Cette pratique est maintenant entrée trop profondément dans nos usages, elle est sanctionnée par un trop grand nombre de décisions pour qu'il soit encore possible de contester l'application que la jurisprudence en a faite aux sociétés visées par l'article 854.

Mais il y a lieu de se demander si le juge du fait peut déclarer que les bénéfices réalisés par l'héritier ne représentent pas une libéralité, mais sont pour lui une juste indemnité de son travail et de ses risques. La jurisprudence a-t-elle le droit de dispenser l'héritier du rapport en disant qu'il y a en l'espèce un contrat à titre onéreux pour lequel il ne sau-

(1) Req. 19 nov. 1861. D. P. 1862 - 1 - 139. Douai 21 juin précité.

(2) Demo'lombe. Successions F. 4 n. 373, 392 et 393. Aubry et Rau § 631 note 31. Laurent, Principes de droit civil, tome 10, n. 616 à 618. Hue, Commentaires théoriques, T. 5, n. 363. Baudry, Lacantinerie et Wahl, Succession, T. III, n. 2.672 et 2.916. Lyon Caen et Renault, Droit com., Tome II, n. 80.

rait être question d'appliquer l'article 853 et non une libéralité soumise à l'effet de l'article 843.

Ne peut-on pas dire que le Code civil établit comme sanction de l'authenticité l'obligation de rapporter même les profits qui représentent de véritables bénéfices obtenus à titre onéreux ? Dans cette hypothèse l'obligation de rapport change de nature et d'essence, elle se présente comme une pénalité, elle a un autre objet que le rapport ordinaire et il ne servirait à rien pour s'y soustraire de démontrer que les bénéfices ne constituent pas des avantages concédés à l'héritier dans un esprit de libéralité.

La place de l'article 854 dans le Code civil permet une telle supposition avec beaucoup de vraisemblance. Nous avons dans le Code civil d'autres dispositions du même genre, tel notamment l'article 918, que nous étudierons plus loin, et en cette espèce, la jurisprudence considère que la présomption de libéralité établie par l'article 918 n'admet pas la preuve contraire. L'article 854 n'établit-il pas aussi cette présomption que tous les profits retirés par l'héritier d'un contrat de société intervenu entre lui et le défunt par acte sous signatures privées constituent des libéralités soumises à rapport.

Mais doit-on tirer une solution aussi rigoureuse de l'article 854 par argument a contrario. La majorité de la doctrine et la jurisprudence ne le fait pas.

L'arrêt de Douai (1) précité, qui résume la jurisprudence antérieure, dit en effet :

« Attendu qu'en principe il est inexact de dire que par
« le seul fait qu'une association est régie par un acte sous
« signatures privées, lors même qu'elle est faite sans frau-
« de, le rapport est, toujours dû, qu'en effet la jurispruden-
« ce admet que l'héritier ne doit pas nécessairement rap-

(1) 21 juin 1906.

« porter à la succession de son auteur les bénéfices qu'un
« acte de cette nature lui aurait procurés, s'il est déclaré que
« les dits bénéfices ne constituent point de libéralités, mais
« doivent être considérés comme une juste indemnité du
« concours apporté par le successeur pour la bonne admi-
« nistration des affaires sociales et du risque couru par ces
« capitaux...

« Par ces motifs, dit... que M. A. F. n'est pas tenu de
« rapporter les bénéfices que la société lui a procurés bien
« que réglés par un acte sous signatures privées; qu'en effet
« ces bénéfices ne constituent pas une libéralité, mais sont
« une juste indemnité de son concours aux affaires sociales
« et du risque couru par ses capitaux ».

Cette solution jurisprudentielle nous paraît heureuse.
La rigueur de la loi est excessive, avons-nous dit, et difficile-
ment explicable.

Il fallait supposer, comme le fait la jurisprudence pour
en tempérer la rigueur, que l'article 854 n'édicte qu'une
simple présomption de fraude contre l'acte sous signatures
privées, présomption que la preuve contraire peut rejeter.

CHAPITRE SIXIÈME

ALIENATION A CHARGES VIAGERES OU AVEC RESERVES D'USUFRUIT (1)

Nous avons dit au début de cette étude que nous n'avions pas l'intention de comprendre dans notre sujet les donations non rapportables par suite d'une dispense tacite de rapport. Nous ne nous occuperons pas par suite des donations déguisées et de la dispense tacite de rapport, que suivant les circonstances la jurisprudence attache au fait seul que la donation a été faite sous une forme déguisée.

Mais il nous faut étudier la dispense légale de rapport prévue par l'article 918 du Code civil. Bornons-nous à signaler que c'est en partant de cet article que la doctrine a soutenu et la jurisprudence admis, que les donations déguisées pouvaient être dispensées du rapport.

L'article 918 établit cette présomption que toute aliénation faite par une personne au profit d'un de ses héritiers présomptifs en ligne directe est une donation déguisée s'il n'y a pas accord des autres successibles. Mais il ajoute que cette donation est dispensée de droit de rapport. La valeur du bien ainsi aliéné s'imputera sur la quotité disponible et l'excédent seul, s'il y en a, sera rapporté à la masse.

Il est facile de comprendre les motifs qui ont inspiré l'article 918.

(1) G. Larrue. Des aliénations à fonds perdus ou sous réserve d'usufruit au profit des successibles en ligne directe. Thèse Paris 1912.

D'une part, la qualité des parties et la nature des charges qui sont la condition de ces aliénations les rendent singulièrement suspectes.

D'autre part, il est difficile d'apprécier justement la valeur de ces charges.

Accepter ces sortes d'aliénations comme sincères dans leur forme apparente ainsi que le faisait l'ancienne jurisprudence était dangereux. Les interdire absolument comme l'avait fait la loi du 17 nivose, an II, était excessif. Les rédacteurs du Code, suivant le mot de l'un d'eux (1), ont pris un parti moyen.

Quelles qu'elles puissent être dans la réalité, véritables ou simulées, onéreuses ou gratuites, ces sortes d'aliénations seront toujours réputées des donations, mais des donations faites par préciput et hors part.

Sur ces points auteurs et jurisprudence sont presque unanimement d'accord (2).

L'article 918 s'applique-t-il cependant à toutes les aliénations faites moyennant l'acquitement des charges viagères ? et les aliénations avec réserve d'usufruit ou à charge viagère, qui sans nul déguisement se présentent comme des donations, sont-elles, en vertu de cet article, dispensées du rapport, comme les aliénations faites sous la forme d'actes à titre onéreux ?

Sur cette question les auteurs sont divisés.

Quelques-uns pensent que l'article 918 qui a voulu à la fois atteindre la simulation et en tenir compte, en imputant la donation présumée sur la quotité disponible est en effet là

(1) Fenet, Tome XII, note 54.

(2) Cf. Cour de Riom, 5 juin 1929 (Gaz. Pal. 1929, 2, 495) et Cour de Dijon, 24 juillet 1930 (Gaz. Pal. 1930, 2, 591). Ces deux arrêts décident qu'il y a lieu d'appliquer l'article 918 lorsque, en fait, le caractère simulé de l'aliénation est démontré et qu'une telle donation doit être considérée comme faite avec dispense de rapport.

où il n'y a pas de simulation. Le mot aliénation doit s'entendre dans le sens restreint qui est son acceptation ordinaire; aliénation à titre onéreux (1).

Mais la plupart, et notamment Messieurs Aubry et Rau et Bartin et Demolombe (2) tiennent que les motifs de l'article 918 ne comportent aucune distinction tirée de la forme de l'aliénation. La loi, disent-ils, prenant en considération la difficulté de déterminer, en présence du caractère aléatoire des charges viagères, l'importance des avantages conférés, et, par suite, l'étendue de l'obligation de rapporter dans les termes de l'article 853, a tranché cette difficulté en établissant d'une part une dispense expresse de rapport, et d'autre part la réductibilité de l'aliénation à la quotité disponible si la valeur de la chose aliénée, calculée sans tenir compte des charges, dépassait cette quotité (3). La jurisprudence parut un moment souscrire sans restriction à cette doctrine. On lit en effet dans un arrêt de la Chambre des Requêtes du 7 février 1848 (4) que l'article 918 ne dit pas que le consentement du co-successeur ne sera pris en considération qu'autant que ce seront des ventes qui ont été faites; qu'il se sert des expressions génériques, « biens aliénés », ce qui comprend les donations à rente viagère ou à charge d'usufruit.

Mais un arrêt de la Cour de cassation (5) apporte à cette doctrine un tempérament notable en décidant que les donations, sans charge, avec réserve d'usufruit restent en dehors

(1) Marcadé. (Sur l'article 918). — Duvergier et Toullié (tome 2, n. 132, note a).

(2) Aubry et Ran § 634. — Demolombe : Donations et testaments, t. 2, n. 506.

(3) Jurisp. Gén. Dalloz. Disp. entre vifs et test. n. 981. Douai, 30 déc. 1843. D. P. 1848, 2, 190.

(4) D. P. 1848, 1, 209.

(5) Cass., 24 août 1875. D. P. 1875, 1, 129.

de la disposition exorbitante de l'article 918 et sous l'empire du droit commun.

« Attendu, dit l'arrêt, que cet article, d'après son texte, « comme d'après son esprit, n'est applicable qu'aux actes « d'aliénation, qui, en raison des charges viagères imposées à l'acquéreur, revêtent la forme apparente d'aliénation à titre onéreux, mais qui en réalité, peuvent n'être que « des libéralités déguisées en fraude de la réserve légale ; que « pour trancher les litiges que pouvait faire naître le caractère équivoque de ces sortes d'aliénations, et la difficulté « d'apprécier eu égard aux charges aléatoires des droits viagers stipulés, la valeur réelle des libéralités qu'elles peuvent renfermer, le législateur adoptant un terme moyen « qui lui a paru concilier tous les intérêts, a établi par une « double présomption légale corrélative, et indivisible, que ces « aliénations seraient réputées des libéralités indirectes, mais « que, par une sorte de compensation, elles seraient dispensées du rapport, et qu'en conséquence, il a disposé que la « valeur des biens ainsi aliénés serait imputée sur la quotité « disponible ; attendu que cette disposition exceptionnelle et « exorbitante ne saurait être étendue au delà des cas qu'elle « a spécialement prévus — qu'elle ne peut notamment s'appliquer à une donation pure et simple limitée à la nue-propriété ou faite avec réserve d'usufruit sans imposer « d'ailleurs aucune charge quelconque au donataire — que « dans ce cas, le caractère de libéralité étant directement « exprimé et défini par l'acte même, sans aucune apparence « de déguisement, il s'en suit que le fait juridique auquel « l'article 918 attache la présomption de gratuité faisant défaut, cette présomption devient sans objet et que la dispense de rapport qu'il y attache d'une manière indivisible, devient elle-même inexplicable, — attendu, etc... ».

Cette argumentation nous paraît sans réplique et il nous faut conclure que si, toutes aliénations faites au profit d'un

successible en ligne directe, mais à titre onéreux, sous forme d'aliénation à fonds perdu, à rente viagère ou avec réserve d'usufruit sont présumées être des libéralités déguisées, et que si ces libéralités sont de droit dispensées de rapport, la valeur du bien ainsi aliéné s'imputant sur la quotité disponible, elles le sont seules, cette dispense ne s'appliquant pas aux donations faites sans déguisement. C'est d'ailleurs la solution adoptée par une grosse majorité d'auteurs (1).

Quelles sont les conditions d'application de l'article 918 ? Il y en a deux dont l'une tient à la nature du contrat, l'autre à la qualité des parties.

1° L'aliénation devra être faite sous forme de vente à fonds perdu ou de vente avec réserve d'usufruit, c'est-à-dire, portant uniquement sur la nue-propriété. Le texte de l'article 918 devant être interprété restrictivement aucun autre contrat ne peut être assimilé à ceux qu'il a prévus. Toutefois la Cour de cassation a décidé qu'on pouvait assimiler à une aliénation avec réserve d'usufruit, une aliénation faite avec réserve d'un droit d'usage ou d'habitation (2).

2° Il faut que la vente soit intervenue entre le de cujus et un de ses héritiers présomptifs en ligne directe. Par suite l'article 918 ne jouera pas et l'on retombera dans le droit commun si le bénéficiaire est un collatéral (3). De plus, il faut que le successible ait déjà la qualité d'héritier présomptif au jour du contrat : sinon il n'y aurait plus présomption légale de fraude (4). Mais quand cette condition est remplie, la pré-

(1) Planiol. Traité Élémentaire, tome III, n. 3.089. — Ambroise Colin et Capitant, Traité Élém., tome III.

(2) Cass., 14 janv. 1884. D. P. 84, 1, 253 et S. 84, 1, 97.

(3) Cass., 27 juillet 1869. D. 70, 1, 113; P. 69, 1, 229.

(4) Paris, 2 fév. 1881. S. 81, 2, 112.

somption de gratuité subsiste même si le successible n'est pas héritier par suite de renonciation ou de pré-décès (1). Notons enfin que les présomptions légales d'interposition de personne établies par l'article 911 ne sont pas applicables à notre cas; l'article 918 n'a pas pour objet des libéralités faites à des incapables.

Quand ces deux conditions se trouvent réunies le successible est tenu d'imputer sur la quotité disponible la valeur entière du bien ainsi aliéné sans pouvoir faire aucune déduction, à raison des sommes qu'il aurait payées au de là de l'intérêt légal pour le service de la rente viagère et si cette valeur excède la quotité disponible il opérera le rapport de la différence (2).

Si la quotité disponible a déjà été absorbée par de précédentes donations, ou si la valeur de l'immeuble excède la quotité disponible, il y a lieu à rapport. Dans ce cas le rapport se fait-il en nature ou en valeur ?

La jurisprudence paraît être fixée dans le sens du rapport en valeur (Riom, 5 juin 1929, *Gaz Pal.* 1929 - 2 - 495 et Dijon, 24 juillet 1930, *Gaz Pal.* 1930 - 2 - 591). Elle base sa solution sur les termes mêmes très précis de l'article 918, l'intention marquée du législateur et les travaux préparatoires de la loi. « Attendu, dit l'arrêt de Riom précité, que les « considérations générales reprises par les appelant et tirées « des articles 920 et suiv. 844 et 866 C. Civ. ne sauraient « prévaloir contre une solution gardée sur le texte même « de l'article 918 et sur l'intention marquée du législateur « d'opérer dans l'hypothèse envisagée par ce texte la réduction autrement qu'il n'est prescrit au cas des articles 844 « et 866 C. civ.; qu'en effet il a voulu de la sorte concilier

(1) Angers, 13 août 1877. D. 1880, 2, 197.

(2) Cass. 26 janvier 1836. D. 1836 - 1 - 43.

« deux situations distinctes, d'une part le maintien de l'aliénation et d'autre part sa transformation en une libéralité dispensée du rapport, ce qui le conduisait à accorder à l'acte des effets exceptionnels au regard des autres successibles réservataires;

« Attendu que les travaux préparatoires sagement consultés par les premiers juges, en particulier la communication officielle du rapporteur à l'assemblée générale du Tribunal du 9 Floréal an XI ne laissent en effet point douter que l'article 918 distingue expressément entre la propriété, celle-ci intangible, et la valeur de cette même propriété imputée sur la quotité disponible; l'excédent de la valeur, s'il en est, étant alors rapporté à la masse, ce qui revient à une réduction opérée en valeur;

« Attendu que les termes du rapport du Tribun Jaubert se confondent avec le texte; qu'en conséquence le but du législateur étant ainsi précisé, la double présomption de cet article ne rend point applicable à la situation qu'il régit la règle normale en cas de donations préciputaires du rapport en nature, d'où il suit que l'expression « valeur » contenue dans l'article 918 doit être considérée comme ayant trait au mode du rapport et non point à la seule estimation préalable de la quotité rapportable... »

Nous croyons, pour les raisons exposées dans l'arrêt, que cette solution est juste. La doctrine sur ce point est divisée. Dans le sens de l'arrêt, on peut citer notamment M. Demolombe (1) et quelques vieux auteurs.

Mais l'opinion contraire est soutenue avec beaucoup de force par MM. Aubry et Rau (2). Ils critiquent l'argument

(1) Delvincourt, tome II, n. 225. Troplong, t. II, n. 872. Demolombe, t. XIX n. 523 et 534.

(2) § 684 *ter*, n. 24. Les auteurs plus récents ne paraissent pas s'être occupés de la question.

de texte et font remarquer qu'il s'agit, non d'un rapport, mais d'une réduction. Ils estiment que le rapporteur n'avait pas en vue la question qui nous occupe. Il leur semble que la solution de l'arrêt ci-dessus est de nature à léser gravement les héritiers que l'article 918 a justement voulu protéger.

A notre avis, le législateur en décidant que les aliénations à charges viagères seraient pour le calcul de la réserve considérées comme des donations faites avec dispense de rapport n'a quand même pas voulu transformer ces aliénations en donations pour les rendre susceptibles d'être atteintes par une action en réduction. Une aliénation qui se présente sous forme de vente a pour effet, vis-à-vis des tiers, de faire sortir définitivement du patrimoine du vendeur le bien, même si la vente cache une donation. C'est pourquoi nous croyons qu'il y a lieu de décider que l'immeuble est sorti définitivement du patrimoine du de cujus et qu'il ne peut être question de rapport en nature. La pauvreté des arrêts sur cette question prouve que pratiquement les craintes de MM. Aubry et Rau ne sont que très peu justifiées et que ce mode d'aliénation a été peu employé pour tourner les règles de l'article 866.

La présomption de l'article 918 n'admet pas la preuve contraire, et l'imputation sur la quotité disponible et éventuellement le rapport sont dûs même par l'héritier qui prouverait que le contrat ne contient aucune libéralité déguisée ou qu'il n'en est résulté pour lui aucun avantage. La doctrine et la jurisprudence des cours d'appel ont longtemps voulu autoriser la preuve contraire. Mais la jurisprudence de la Cour de Cassation s'est montrée très ferme en sens contraire et est maintenant considérée comme définitive (1).

(1) Cf. note sous Cass. 26 juillet 1899 au D. 1902 - I - 433 et les arrêts cités.

Toutefois, le législateur a prévu que le défunt et son héritier ont fort bien pu avoir l'intention de faire une vente sérieuse et il a réservé aux intéressés un moyen d'échapper à la présomption de l'article 918. Il leur suffit de faire intervenir les autres successibles et de leur faire reconnaître la sincérité de la vente. Les co-héritiers seront liés par cette reconnaissance; à leur égard, la présomption cesse.

L'approbation des co-héritiers sera le plus souvent donnée au moment du contrat, mais elle pourrait aussi résulter d'un acte postérieur (1).

Ce procédé est assez simple, mais il ne garantit pas complètement l'acquéreur. Il ne lie que les co-héritiers qui sont intervenus au contrat ou en ont postérieurement reconnu la sincérité. A leur égard seul l'aliénation cesse d'être une donation déguisée et devient une vente réelle. Or, il est impossible que tous les héritiers présomptifs du vendeur ne soient pas connus lors du contrat; tel est le cas de ses enfants qui n'étaient pas encore nés. Et la jurisprudence réserve aux enfants nés depuis l'aliénation le droit de faire imputer la valeur du bien aliéné sur la quotité disponible (2).

De plus facile si tous les héritiers présomptifs sont majeurs, l'approbation est en pratique impossible si l'on se trouve en présence de mineurs. Nous ne croyons d'ailleurs pas qu'un conseil de famille et un tribunal puissent autoriser l'accord qu'exige l'article 918.

Ces solutions jurisprudentielles nous semblent regrettables et il y a une lacune de la loi à combler. N'est-il pas préférable de voir les biens de famille rester dans la famille et ne vaudrait-il pas mieux que l'enfant puisse, à

(1) Cass. 7 février 1848, au Dally 1848 - 1 - 203. — Cass. 19 août 1847, D. 1848 - 1 - 202 et Rennes, 14 fév. 1901, D. 1901 - 2 - 443.

(2) Cass. 25 nov. 1839. S. 1840 - 1 - 33 et Rouen, 31 juillet 1843. S. 1844 - 2 - 30.

l'abri de tous risques, racheter la maison des parents en leur assurant l'aisance par une rente viagère, plutôt que de laisser ces derniers s'adresser à une compagnie d'assurances ou à un spéculateur ?

CHAPITRE SEPTIÈME

DES BIENS AYANT FAIT L'OBJET D'UN PARTAGE D'ASCENDANT

Le père, la mère ou les autres ascendants peuvent faire entre leurs enfants et descendants, de leur vivant, la distribution et le partage de leurs biens.

Ces partages ont lieu par acte entre vifs ou par testament.

S'ils ont lieu par acte entre vifs, ils ne peuvent avoir pour objet que les biens présents et si tous les biens que l'ascendant laisse au jour de son décès n'ont pas été compris dans le partage, ceux qui n'y figurent pas doivent être partagés conformément à la loi (Articles 1075 à 1077 du Code civil).

Mais alors, comment se fait ce partage, comment se déterminent les droits de chacun des héritiers sur les biens présents, compte tenu des biens qu'ils ont déjà reçus ?

Chacun des héritiers doit-il faire le rapport à la masse de tous les biens qui lui ont été déjà attribués, et comment le fera-t-il ? Ces biens au contraire sont-ils définitivement sortis du patrimoine du de cujus et le partage à faire doit-il comprendre uniquement les biens présents sans s'occuper aucunement des biens déjà partagés ?

Quelques auteurs (1), s'appuyant sur l'article 1.076, alinéa I, qui soumet les partages d'ascendants « aux formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre

(1) Baudry, Lacantinerie et Walh. Tome III, n. 3.613. — Planiol. Traité élém., Tome III, n. 2.227, note 6.

vifs » et la généralité des termes de l'article 849, soutiennent que l'héritier est tenu de rapporter à la succession *tout* ce qu'il a reçu du défunt, à titre gratuit, même par donation partage.

Toute contraire est notre opinion.

La question peut paraître assez complexe.

Il est de principe que tout avantage reçu par l'héritier du défunt est rapportable si l'héritier n'a pas été dispensé du rapport par le défunt ou par la loi. Or, aucun texte ne dispense du rapport les partages d'ascendants. De plus, toute donation faite avec dispense de rapport s'impute sur la quotité disponible. Or, une jurisprudence constante décide qu'une donation partage ne peut être faite par préciput et hors part et que les biens qui en ont fait l'objet s'imputeront sur la réserve.

Par un arrêt de la Chambre des requêtes du 9 décembre 1856 (1) la Cour de Cassation a décidé qu'une donation partage ne pouvait pas être faite par préciput et hors part. En l'espèce le donateur avait déclaré expressément que le partage de ses biens était fait par préciput et hors part, mais, postérieurement à cette déclaration et malgré elle, il avait fait par testament à un tiers, une libéralité n'excédant pas la quotité disponible, à son décès, les enfants voulaient soutenir que cette libéralité devait tomber toute entière, la quotité disponible étant absorbée et au-delà par les donations préciputaires faites à eux-mêmes. Mais la cour de cassation a rejeté cette prétention en jugeant que les mots « par préciput et hors part » n'avaient rien de sacramentel et ne faisaient pas obstacle à ce que les juges du fonds recherchent le sens que le donateur avait voulu leur attribuer; elle a estimé en l'espèce que c'est à bon droit que la Cour d'Appel avait décidé que le donateur n'avait pas entendu se dépouil-

(1) Au Dalloz 1857 - I - 316 t. au Sirey 1857 - I - 344.

ler du droit de disposer d'une partie de ses biens. Quand le père déclare que la donation partage est faite par préciput et hors part, il veut dire tout simplement que les enfants ne seront pas tenus de rapporter les biens à eux donnés. Comme le déclara la Cour de Cassation, il n'entend pas donner à ses enfants la quotité disponible.

Mais faute par le père de dispenser l'héritier du rapport, ne doit-on pas, étant donné que les biens compris dans la donation partage doivent s'imputer obligatoirement sur la réserve de l'héritier, soumettre ce dernier à l'obligation de rapport ?

La majorité des auteurs, la pratique notariale et la jurisprudence, décident le contraire (1).

Un partage d'ascendant a pour but essentiel le règlement anticipé de la succession du donateur et tient lieu du partage qui interviendrait si ce dernier était décédé. Il apparaît donc que nécessairement les donataires héritiers doivent être, de droit, dispensés du rapport, le rapport impliquant un partage futur, tandis que le partage d'ascendant suppose l'attribution définitive, irrévocable des biens qui en font l'objet. L'arrêt de la Cour de cassation du 7 mars 1876, précité, dit que la clause de rapport est inconciliable avec le partage d'ascendant. Cet arrêt décide qu'une donation-partage, faite à charge de rapport, n'est plus une donation-partage, mais une simple donation en avancement d'hoirie qui, spécialement, ne peut bénéficier du droit d'enregistrement réduit spécial aux donations partages.

Doit-on dire alors que le donataire héritier, en dehors de toute dispense expresse de rapport, en est dispensé parce

(1) Demolombe, Tome 16, n. 248. — Laurent, Tome 10 n. 580. — Aubry et Rau, Tome 10, § 632, note 12. — Colin et Capitant, Tome 3, page 928 et 940 in fine; Caen, 4 mars 1846, Pandectes 1846 - 1 - 746. — Trib. Seine, 19 juin 1838, Gaz. Pal. 88 - 2 - 184. — Cass. 7 mars 1876, D. P. 76 - 1 - 360 dans les motifs.

que cette dispense résulte de la disposition elle-même ? Nous ne le croyons pas. En effet, s'il y avait dispense de rapport, expresse ou tacite, le donataire héritier devrait imputer la valeur des biens sur la quotité disponible. Ce qui n'a pas lieu ainsi que nous venons de l'expliquer.

Doit-on, comme le propose M. Planiol (1), comprendre cette dispense de rapport comme une dispense de rapport en nature ? Les héritiers faisant rapport en moins prenant des biens compris dans la donation partagent en imputeraient la valeur dans les termes des articles 860 et 868 du Code civil, sur leur part de réserve, et subsidiairement s'il y a lieu sur la quotité disponible.

Il faudrait alors que l'héritier effectuât en moins prenant le rapport des immeubles pour leur valeur au jour du décès du donateur et le rapport de meubles et des valeurs mobilières pour leur valeur au jour de la donation.

Une telle solution est impossible. C'est au jour du décès du donateur que les héritiers doivent se placer pour apprécier l'effet de la donation partage. La Cour de cassation (2) décide que pour vérifier si l'héritier a le droit d'attaquer le partage pour cause de lésion ou pour atteinte à sa réserve, dans les termes de l'article 1.079 du Code civil, il fait s'attacher à la valeur des biens sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les meubles et les immeubles, non pas au moment où le partage a été fait, mais à l'époque du décès de l'ascendant donateur.

Aussi, il nous paraît qu'il faut conclure que les donations partages ne sont pas rapportables parce que, par leur nature, même, elles échappent au rapport. Il ne faut pas dire qu'elles sont dispensées de rapport, ce serait prêter à

(1) Locus cité.

(2) Cass. 15 mai 1876. D. 76 - 1 - 322. — Cass. 26 déc. 1876. D. 77 - 1 - 171 et Cass. 2 juillet 1895. D. 95 - 1 - 54.

une équivoque. Ce qu'il faut dire, c'est que le rapport n'est pas fait pour ce genre de libéralités parce qu'elles constituent non seulement des donations, mais surtout un partage. Les biens donnés sont véritablement les parts successorales des enfants que le père leur remet avant son décès, c'est là ce qui explique :

1° Qu'à son décès il n'y ait pas lieu à rapport en vue d'un partage, car celui-ci est déjà fait.

2° Que ces donations s'imputent sur la réserve et non sur le disponible, car elles représentent les parts successorales des enfants gratifiés.

Remarquons, d'ailleurs, que si la donation partage porte atteinte à la réserve, l'héritier lésé demande à son co-héritier avantagé non pas le rapport de ce qui excède la quotité disponible, mais la nullité de la donation partage dans les termes de l'article 1.079 du Code civil.

Précisons que s'il existe dans la succession des biens non compris dans la donation partage, le notaire doit, avant d'en opérer le partage, conformément à l'article 1.077, tenir compte de la valeur, au jour du décès, des biens déjà partagés, mais il le fera non pas en vertu de l'article 843, mais en vertu de l'article 932. Il réunira fictivement à la masse des biens existant au jour du décès les biens donnés, d'après leur valeur au temps de la mort du donateur, en vue de calculer sur cette masse les droits de réserve de chacun des héritiers et la quotité disponible dont le donateur a pu disposer, eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse (1).

La pratique notariale a pris l'habitude d'insérer dans les donations partages une clause dite de donation éventuelle d'excédent de lot en spécifiant que dans le cas où le lot d'un des héritiers se trouverait, au jour du décès, être

(1) Cass. 14 mars 1866. Sirey 1866 - 1 - 853.

d'une valeur supérieure au lot d'un des autres héritiers, il faisait donation, par préciput et hors part de l'excédent, à celui des donataires dans le lot duquel il se trouverait.

En présence d'une telle cause, le notaire se borne à constater qu'aucun des héritiers n'a reçu par la donation partage, au-delà et de sa part et de la quotité disponible et qu'il est possible de compléter avec les biens présents la part de l'héritier qui n'aurait pas été rempli de sa réserve dans la donation partage.

Mais si la clause de donation éventuelle d'excédent de lot n'a pas été stipulée, le notaire devra, d'abord, s'assurer qu'il peut avec les biens présents attribuer à chacun des héritiers, somme suffisante pour qu'en définitive tous reçoivent une part égale et par la donation partage et par le partage. Ce partage intervenu après la mort du donateur se présente comme un partage complémentaire, la donation partage remplissant le but de règlement anticipé de la succession que le donateur a voulu lui assigner, avec attribution définitive à ses héritiers des biens qui y ont été compris.

APPENDICE

ETUDE DE QUELQUES CLAUSES NOTARIALES

Rappelons d'abord quelques règles :

Le rapport des immeubles se fait en règle générale en nature (1), il a pour résultat de remettre dans la masse de succession l'immeuble donné franc et quitte de toutes charges créées par le donataire.

Quand il y a lieu à rapport des immeubles, en moins prenant, le rapport se fait de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture de la succession (2).

Le rapport du mobilier se fait en moins prenant. Il s'effectue sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation (3).

Enfin, l'article 922 du Code civil dispose que pour le calcul de la quotité disponible et de la réserve, il faut réunir fictivement aux biens existant au jour du décès tous les biens meubles et immeubles dont le de cujus a disposé par donations entre vifs d'après leur état à l'époque des donations et pour leur valeur au temps du décès du donateur, réserve et quotité disponible se calculant sur la masse totale ainsi obtenue.

De ces dispositions de la loi naissent de nombreuses difficultés que le praticien a dû chercher à éviter :

(1) Code civil. Art. 859.

(2) Code civil. Art. 860 (spécialement quand l'immeuble a été aliéné).

(3) Code civil. Art. 868.

Tout d'abord, le donataire d'immeuble ne possède sur l'immeuble donné qu'un droit résoluble par le décès du donateur. Il ne sait jamais, en effet, s'il y aura dans la succession des immeubles de même qualité et de même valeur qui empêcheront ses co-héritiers d'exiger le rapport en nature. Le rapport ainsi fait peut lui causer un gros préjudice. A-t-il fait sur l'immeuble des dépenses importantes, il n'aura droit qu'à une indemnité égale à la plus value qui en est résulté pour la chose, et la pratique nous apprend que les frais faits sont toujours supérieurs à l'augmentation de valeur qui résulte des travaux. S'il a besoin de capitaux, il peut aliéner l'immeuble dont il a été gratifié, mais ne trouvera que difficilement un prêteur hypothécaire, ce dernier se trouvant insuffisamment protégé par l'article 865 qui ne lui donne qu'un droit, l'intervention au partage.

D'autre part, il est difficile pratiquement de concilier les articles 859, 868 et 922. La quotité disponible et la réserve, en effet, sont calculées d'après l'art. 922 du Code civil, sur une masse composée de tous les biens déjà donnés ou existant au décès pour leur valeur à l'époque de l'ouverture de la succession, alors que le donataire de meuble débiteur du rapport, n'est tenu que de la valeur des meubles au jour de la donation. Par suite, si les meubles donnés ont changé de valeur dans une forte proportion, ce qui n'est pas rare avec les variations en bourse des valeurs mobilières entre l'époque de la donation et le jour du décès, il en résultera des inégalités entre les héritiers et parfois un règlement de succession très difficile. Pour mieux nous faire comprendre, prenons deux exemples rencontrés en pratique :

Un père ayant trois enfants, avait doté ses deux aînés en leur remettant le même nombre d'actions d'une société dont il était l'un des principaux actionnaires. Par testament, il institue sa femme légataire de la quotité disponible la plus étendue possible tant en pleine propriété qu'en usufruit

et exprime le désir qu'il fut remis au troisième enfant non doté, pour le remplir de ses droits dans sa succession, un nombre d'actions de ladite société, égal à celui remis en dot aux aînés. Au décès, il fut pratiquement impossible d'exécuter le testament. La différence entre la valeur des actions lors de l'établissement des aînés, et à l'époque du décès, absorbait la quotité disponible. De plus, les enfants dotés effectuant le rapport dans les termes de l'article 868, c'est-à-dire valeur à la donation, recevaient en définitive beaucoup plus d'actions que l'enfant non doté.

L'autre exemple est aussi typique : un père avait doté ses deux enfants de même somme, mais au lieu de leur donner des espèces, il avait remis à son fils un immeuble, à sa fille des valeurs de bourse. Sa volonté certaine était de n'avantager aucun enfant au profit de l'autre, et il avait pris soin de stipuler dans son testament que pour rétablir l'égalité, il entendait qu'une ferme semblable à celle remise en dot à son fils soit attribuée par le partage à sa fille. La fille, cependant, reçut au total plus que son frère, car immeuble et valeurs avaient augmenté depuis la constitution de dot, mais le rapport des titres s'opérait pour leur valeur à la donation.

Pour palier à ces difficultés et à ces inégalités, la pratique notariale a essayé de modifier les modalités de rapport par des clauses insérées dans la donation, elle a voulu empêcher que le rapport des immeubles ne puisse être exigé en nature et fixé d'une façon définitive et invariable la somme qui devrait être rapportée, elle a aussi, beaucoup plus rarement, cherché à obliger le donataire de meubles à rapporter en moins prenant la chose dont il avait été gratifié pour sa valeur au décès.

C'est à l'étude de ces clauses que nous allons maintenant nous consacrer.

Nous analyserons successivement les clauses modifica-

tives de rapport des immeubles, puis les clauses modificatives du rapport des meubles.

I

RAPPORT DES IMMEUBLES EN MOINS PRENANT

Les termes de l'article 859 du Code Civil paraissent impératifs :

« Le rapport, dit-il, peut être exigé en nature à l'égard
« des immeubles toutes les fois que l'immeuble donné n'a
« pas été aliéné par le donataire et qu'il n'y a pas dans la
« succession d'autres immeubles de même nature, valeur et
« bonté dont on puisse former les lots à peu près égaux pour
« les autres co-héritiers. »

Il semble, à première lecture, que le rapport en nature soit obligatoire et d'ordre public quand les deux conditions de l'article 859 se trouvent réunies.

Jurisprudence et doctrine ont cependant reconnu avec raison que le donateur pouvait dispenser le donataire d'immeuble, du rapport en nature et lui assurer la propriété définitive et irrévocable des biens dont il était gratifié en ne lui imposant qu'un rapport en moins prenant.

De telles clauses sont assez fréquentes en pratique. Elles se rencontrent sous deux types distincts.

Le donateur d'abord ne cherche qu'à dispenser le donataire du rapport en nature. Aussi est-il simplement stipulé :
« Le donateur accorde au donataire la faculté de conserver
« en nature l'immeuble donné en faisant le rapport en moins
« prenant à sa succession de la valeur qui sera donnée alors
« à cet immeuble, d'accord entre les parties et à défaut
« d'accord par un expert désigné par M. le Président du

« Tribunal civil de.... à la requête de la partie la plus diligente. »

Ou bien il veut, de plus, fixer d'une manière définitive le montant du rapport dont l'héritier sera débiteur de façon qu'aucune difficulté ne s'élève en cas de variation de la valeur du bien donné. Aussi, le notaire insère dans l'acte de donation cette clause plus complète : « La volonté formelle
« du donateur est que l'immeuble donné ne soit en aucun
« cas rapporté en nature à sa succession, en conséquence,
« le donataire en a la propriété incommutable dès ce jour et
« le donateur lui impose la condition de faire le rapport à
« sa succession, de la somme de...., à laquelle il fixe dès à
« présent et d'une manière invariable la valeur de cet im-
« meuble qui demeure à ses risques et périls. »

La validité de ces clauses est universellement admise (1). Elle ne nous paraît guère contestable. Le donateur pouvait en effet dispenser complètement le donataire du rapport. « Qui peut le plus, peut le moins ». Il est logique de lui permettre de réglementer l'exécution de cette obligation lorsqu'il la laisse subsister. La seule règle d'ordre public que le donateur ne peut modifier est celle posée par les articles 922 et suivants qui assure à l'héritier réservataire l'intégralité de sa réserve.

Remarquons d'ailleurs qu'en imposant au donataire l'obligation de faire le rapport en moins prenant d'une somme déterminée ou à déterminer, le donateur atteint un but qu'il pouvait atteindre par un autre procédé. Comme le fait justement remarquer un arrêt de la Cour de Riom, du 9 décembre 1890 (2) : « La donation avec dispense de rapport
« en nature et rapport en moins prenant d'une somme fixée,

(1) Demolombe. T. 4, page 248, n. 225. Aubry et Rau, § 634.

(2) Au Dalloz 1892 - 2 - 237.

« se résout en une aliénation au profit du donataire des immeubles donnés, moyennant un prix fixé, stipulé exigible seulement à l'époque du décès du donateur et rapportable en moins prenant à sa succession. »

Dans le cas de la première clause donnée ci-dessus, il y a en somme une donation avec promesse de vente au décès.

Il n'y a pas l'élément d'un pacte sur succession future. Un pacte sur succession future nous paraît être un acte par lequel le futur héritier dispose d'un droit héréditaire non encore né; que la convention aie pour objet l'universalité, ou une quote part de l'universalité d'une succession non ouverte, ou même le droit futur de l'héritier sur une chose déterminée, peu importe, la prohibition est la même. C'est un droit héréditaire qui fait l'objet de la convention, elle sera réputée inexistante.

Mais ici, rien de pareil. La convention ne porte pas sur le droit héréditaire. Elle a pour objet la réglementation d'une obligation née actuellement, qui puise sa source dans la donation, subordonnée à ce seul fait que le donataire sera héritier du donateur, l'obligation du rapport. Il n'y a pas là pacte sur succession future.

La jurisprudence d'ailleurs valide ces clauses (1).

Signalons toutefois que dans un cas spécial (2), la Cour de Cassation a annulé l'une de ces clauses comme pacte sur succession future. Le notaire en l'espèce avait fait intervenir les autres héritiers présomptifs du donataire à l'acte de donation et les avait fait s'engager à ne réclamer au donataire que le rapport en moins prenant d'une somme déter-

(1) Cass. 28 juin 1882. D. P. 1885 - 2 - 27. — Cass. 7 juillet 1890. D. 90 - 1 - 301 et sur renvoi. — Riom 7 janv. 1891. D. 1892 - 2 - 241. — Trib. de Nancy, 19 fév. 1895. D. 1895 - 2 - 433.

(2) Req. 28 oct. 1926 au D. H. année 1925, p. 628.

minée par le donateur. Cet engagement des héritiers formait sans aucun doute le pacte sur succession future tel que nous l'avons défini ci-dessus. Il avait pour objet le droit futur de l'héritier sur une chose déterminée qui dépendait de la succession non ouverte. Le droit d'exiger le rapport. Considération que l'acte contenant l'aliénation et le consentement des successibles formait un tout indivisible, la Cour de Cassation a reconnu la nullité du tout.

En dehors de ce cas spécial, les quelques jugements qui ont annulé ces clauses ont été réformés ou cassés (1).

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, le rapport en moins prenant peut être facultatif pour le donataire ou obligataire, le montant peut en être fixé irrévocablement dès la donation, ou en sera simplement fixé à l'ouverture de la succession.

Mais le plus souvent, le donateur accorde au donataire la faculté de faire à son choix ou bien le rapport en nature de l'immeuble donné dans les termes de l'article 859, ou bien le rapport en moins prenant d'une somme que lui-même détermine. Telle est presque toujours la clause conseillée par le notaire.

Cette façon de procéder a l'avantage de mettre le donataire à l'abri des variations de la valeur de l'immeuble donné, et d'assurer l'égalité entre les successibles dans le cas où les autres héritiers présomptifs ont été gratifiés de valeurs mobilières. Elle donne de plus au donataire la presque certitude de conserver l'immeuble et lui permet ainsi d'entreprendre sans crainte tous les travaux d'amélioration ou d'aménagement qu'il voudra faire (2).

(1) Riom, 9 décembre 1890 précité.

(2) Un jugement du Tribunal Civil de Bernay du 5 novembre 1924 (Rep. Gén. Not. 1925, n. 20.827) avait décidé que le successible auquel un ascendant avait fait donation d'un immeuble en avancement d'hoirie avec dispense de rapport

La question s'est toutefois posée de savoir si le donataire bénéficiaire de ce droit d'option pouvait demander à effectuer son rapport dans les termes de l'article 860, c'est-à-dire rapport en moins prenant de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture de la succession.

La jurisprudence ne s'est pas prononcée d'une façon définitive sur la question et la doctrine est divisée :

Certains auteurs soutiennent qu'en ce cas, il intervient entre le donateur et le donataire un contrat aléatoire, qui est l'une des conditions de la donation et que le gratifié doit exécuter à peine de révocation de la donation. Il est définitivement lié dès la donation par l'acceptation qu'il donne de faire rapport en moins prenant d'une somme déterminée. Si l'immeuble a au décès une valeur supérieure à celle qu'il avait lors de la donation, il en profitera ; dans le cas contraire, il en subira la perte.

Les autres prétendent que tout donataire d'immeuble a le droit dans les termes des articles 859 de faire le rapport pour la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture de la succession, et qu'en dehors d'une clause expresse de la donation, il faut reconnaître ce droit.

Nous croyons quant à nous qu'il faut distinguer suivant les circonstances, et le but poursuivi par les parties.

en nature et avec stipulation que le gratifié devait rapporter une somme déterminée « à laquelle le donateur avait déclaré fixer d'une manière invariable le montant « du rapport en moins prenant » n'en était pas moins tenu de rapporter la valeur totale de l'immeuble au décès du donateur sans pouvoir imputer la plus value sur la quotité disponible « parce que de la stipulation fixant le chiffre du rapport, il « n'apparaissait pas d'une façon certaine l'intention pour l'ascendant de faire un « avantage par préciput au donataire. » Ce jugement qui interprétait à tort la volonté certaine du de cujus, a été réformé par un arrêt de la Cour de Rouen du 3 juillet 1925 (Revue du Notariat 1930, n. 23.716). La cour décida que des termes mêmes de la stipulation résultait nécessairement un rapport invariable, et que de la clause devait résulter un avantage préciputaire si la valeur de l'immeuble augmentait, même s'il était certain que le donateur n'avait pas voulu créer une inégalité entre ses héritiers.

Bien entendu, aucune difficulté quand la clause est rédigée en termes précis.

S'il a été stipulé par exemple que la volonté formelle du donateur était que l'immeuble donné ne soit pas rapporté en nature, mais que le donataire fit rapport d'une somme déterminée, il est certain que ce dernier doit exécuter la condition.

Mais s'il apparaît que la faculté de faire le rapport en moins prenant n'a été inséré dans la donation que dans l'intérêt du donataire, et que c'était un avantage supplémentaire qui lui était accordé, nous croyons que le donataire pourra renoncer à son droit, qui n'est qu'une condition accessoire, en sa faveur, de la donation. Il demandera à être replacé dans le droit commun. Seulement, dans ce cas, il perd tous les avantages que lui conférait la clause de la donation et doit faire le rapport dans les termes des articles 859 et 860, c'est-à-dire que quoique dispensé du rapport en nature par la donation, s'il refusait de rapporter la somme déterminée dans l'acte, il n'aurait le droit de rapporter en moins prenant la valeur de l'immeuble à l'ouverture de la succession qu'autant que la loi lui accorderait ce droit, soit parce qu'il aurait aliéné l'immeuble, soit parce qu'il existait dans la succession d'autres immeubles de même nature, valeur et bonté, dont on puisse former des lots à peu près égaux pour les autres co-héritiers (1).

Le plus souvent, le donataire s'en tiendra aux conditions de la donation, il opérera le rapport en moins prenant de la somme fixée. Il ne devra pas le rapport de la plus-value que l'immeuble a pu prendre entre la donation et le décès, il profite d'une convention passée avec le défunt et de tels profits ne sont pas rapportables aux termes de l'article 853.

(1) Cf. note au Sirey sous Cass. 7 juillet 1890. S. 1891 - 1 - 25.

Cette plus-value s'imputera sur la quotité disponible (1). Elle pourrait être atteinte par une action en réduction si les donations antérieures avaient déjà absorbé la quotité disponible. Nous ne croyons pas que l'on puisse soutenir avec succès qu'il ne peut y avoir lieu à réduction en arguant qu'il est effectivement intervenu une vente entre le de cujus et son héritier et qu'il y a lieu de porter en masse successorale non la valeur de l'immeuble au décès, mais le montant du prix de la vente. Le principe de l'intégrité de la réserve de l'héritier réservataire est d'ordre public et les conventions passées entre le de cujus et l'un de ses successibles qui portent atteinte à la réserve des autres héritiers sont toutes réductibles.

Le rapport dû sera toujours limité à la somme prévue à la donation, même si cette somme était inférieure à la valeur de l'immeuble lors de la donation. Il y aurait en effet lieu de décider qu'il y a donation par préciput certaine de la différence.

Pour terminer, il faut noter que le donataire bénéficiaire d'une dispense de rapport en nature serait dispensé de tout

(1) Autrefois la pratique notariale ne tenait compte tant pour le rapport que pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible, que de la valeur attribuée à l'immeuble dans la donation. Elle partait en effet de ce principe que par l'effet de la clause, l'immeuble était définitivement sorti du patrimoine du de cujus pour y être remplacé par une somme d'argent dont le rapport est immuable. Par suite, sauf le cas d'avantage indirect résultant d'une sous-estimation au jour de la donation, la valeur fixée était toujours seule retenue. Ces solutions étaient fausses et comme le dit l'arrêt de Rouen du 3 juillet 1925, comme nous le soutenons au texte « la clause emporte donation tacite précipitaire de l'excédent entre la valeur réelle « au décès et la valeur fixée à la donation. Cet excédent s'impute sur la quotité « disponible. S'il y a atteinte à la réserve, rapport du supplément sera dû, mais ce « rapport s'effectuera en espèces et non en nature, le bien était sorti du patrimoine « du de cujus par l'effet de la clause ». Cette dernière solution, adoptée par l'arrêt de Rouen, est assez contestable. Nous estimons pour notre part qu'il n'y a pas lieu d'écarter ici les règles du Code civil (art. 866). L'immeuble donné avec dispense complète de rapport pourrait être soumis à un rapport nature; pourquoi faire une situation spéciale au donataire ne bénéficiant que d'une dispense partielle de rapport?

rapport dans les termes de l'article 855 du Code civil si l'immeuble venait à périr par cas fortuits, et sans sa faute, sauf toutefois dans le cas où la dispense de rapport résulterait d'une clause qui mettrait expressément l'immeuble aux risques du donataire telle celle que nous avons reproduite ci-dessus d'après le Répertoire Général du Notariat de Defrénois (1).

II

RAPPORT DES MEUBLES EN NATURE

S'étant surtout attachée à améliorer le sort du donataire d'immeuble tenu au rapport, la pratique notariale s'est très peu occupée de modifier conventionnellement le rapport dû par le donataire des meubles. Nous n'avons pas trouvé de ces clauses dans les dossiers que nous avons pu étudier et la jurisprudence ne nous offre qu'un exemple (2).

Un père avait remis à son fils des titres d'obligations à charge seulement de rendre des titres de même nature et en nombre égal. La Cour de Cassation a décidé que l'enfant ainsi gratifié était tenu de rapporter à la succession paternelle les titres qu'il avait promis qu'elles qu'aient été les variations de cours de ces titres et non leur valeur au temps qu'il les avaient reçus.

Aussi la Cour de Cassation estime-t-elle que quoique le code prévoit que le rapport des meubles ne se fait qu'en moins prenant, le donateur peut cependant stipuler que le donataire devra en faire rapport en nature.

(1) En ce sens Aubry et Rau, § 634. — Demolombe, XVI, 517.

(2) Cass. 13 juillet 1897. D. 98 - 1 - 353.

Il faut remarquer que dans la majorité des cas, il est très difficile de grever d'une telle charge le donataire. Le père qui a remis à son fils ou à sa fille en dot des valeurs mobilières, sait fort bien qu'elles seront tôt ou tard vendues dès que son fils ou son gendre auront besoin de capitaux pour leur établissement. Les obliger à rendre à la succession des titres de même nature et en nombre égal que ceux remis, c'est leur faire courir un gros risque qui peut être désastreux pour eux ou pratiquement leur interdire de disposer des valeurs données.

C'est pour cette raison que de telles clauses se rencontrent aussi rarement.

Il est toutefois un cas spécial assez fréquent, où cette clause pourrait rendre des services. Dans les circonstances actuelles de la vie économique, il arrive souvent qu'un industriel, en établissant ses enfants, leur remette non des capitaux, mais des parts d'intérêts ou des actions de son industrie. Il apparaîtrait alors que tous les enfants qui, en règle générale, recevront le même nombre d'actions, aient à faire le même rapport lors de l'ouverture de la succession.

Nous avons expliqué qu'aux termes du Code civil, il n'en était pas ainsi et qu'il en résultait des inégalités entre les enfants et de grosses difficultés lors du règlement de la succession.

Une clause obligeant l'enfant gratifié à faire rapport en nature des titres qu'il a reçus s'il les a encore, et rapport en moins prenant du montant de leur valeur lors de l'aliénation s'il les a aliénés, éviterait ces difficultés. Mais nous n'en connaissons pas d'exemple. Il nous semblerait souhaitable de les voir se généraliser.

VU : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
HENRI CAPITANT.

VU : LE DOYEN,
BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
CHARLETY.

TABLE

INTRODUCTION.

Ch. I. — Les frais de nourriture, d'éducation, d'apprentissage, d'équipement, de noces et les présents d'usage.....	11
Ch. II. — Les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport.	24
Ch. III. — Les donations de fruit.....	27
Ch. IV. — Le bénéfice résultant au profit d'un héritier d'un contrat d'assurance-vie	35
Ch. V. — Avantages et profit résultant d'un contrat intervenu entre le défunt et son héritier.....	49
Ch. VI. — Des aliénations à charges viagères ou avec réserve d'usufruit	62
Ch. VII. — Des biens ayant fait l'objet d'un partage d'ascendant	72

APPENDICE :

Etude de quelques clauses notariales.....	78
I. — Rapport des immeubles en moins prenant	81
II. — Rapport des meubles en nature.....	88

